

LOGEMENT

ACCÉLÉRER LA CADENCE POUR CONCRÉTISER LES ENGAGEMENTS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a appelé, lundi à Alger, à intensifier les efforts afin de concrétiser les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatifs à la distribution de deux millions de logements durant la période 2025-2029.



P.2

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 5 Rabie El-Aouel 1448 - 18 Août 2026 - N° 1369 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix : 25 DA

SELON UNE ENQUÊTE DU
FINANCIAL TIMES

LES EMIRATS ALIMENTENT LES CONFLITS ET DÉSTABILISENT LES PAYS AFRICAINS



Les Emirats arabes unis ont joué un rôle actif dans la déstabilisation d'un certain nombre de pays et alimentent de manière continue des conflits en Afrique, révèle une enquête du journal britannique The Financial Times, reprise par le quotidien national le Courrier d'Algérie.

P.7

ALLIANCE ÉNERGÉTIQUE
DURABLE

SONATRACH ET ENI RENFORCENT LEUR ENGAGEMENT ÉCOLOGIQUE

Sonatrach et le groupe italien Eni ont signé lundi à Alger un protocole d'intention consacré à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des hydrocarbures. L'accord prolonge la coopération engagée en 2023. Il prévoit de nouvelles actions concernant le méthane, le torchage et l'efficacité énergétique.

P.9

RENTÉE UNIVERSITAIRE, TRANSPORT ET CANTINE SCOLAIRES

LE PREMIER MINISTRE FAIT LE POINT AVEC LES WALIS



P.3

Conformément aux hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, lundi, une réunion avec les walis, au cours de laquelle ont été examinés l'état d'avancement des préparatifs de la rentrée universitaire 2026-2027 ainsi que le niveau de préparation des dispositifs de transport et de cantine scolaires, indique un communiqué des services du Premier ministre.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ SOUS TOUTES SES FORMES

DES EFFORTS INTENSIFIÉS POUR RENFORCER LA QUIÉTUDE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUES

Les services de la Sûreté nationale poursuivent l'intensification de leurs opérations sur le terrain, afin de lutter contre les différentes formes de criminalité, dans le but de renforcer les mesures de sécurité des personnes et de protéger leurs biens, et ce à travers le déploiement préventif et les opérations de surveillance, afin de consolider la quiétude et la sécurité publiques.

P.3

LOGEMENT

ACCÉLÉRER LA CADENCE POUR CONCRÉTISER LES ENGAGEMENTS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a appelé, lundi à Alger, à intensifier les efforts afin de concrétiser les engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatifs à la distribution de deux millions de logements durant la période 2025-2029.

Par Youcef Hamidi

Lors d'une réunion consacrée au bilan des programmes du secteur, tenue au siège du ministère en présence des directeurs centraux et exécutifs, M. Belaribi a affirmé que l'intérêt porté par le président de la République au secteur de l'habitat ainsi que la confiance dont il bénéficie constituent une forte motivation pour l'ensemble des responsables. Il a, dans ce contexte, insisté sur la nécessité de maintenir le rythme de travail, d'achever les projets dans les délais fixés et d'accorder davantage d'importance à la qualité des réalisations.

La rencontre avait notamment pour objectif d'examiner l'état d'avancement des programmes inscrits au titre de la loi de finances 2026, des nouvelles opérations ainsi que des projets actuellement en cours, tout en arrêtant les priorités de la prochaine phase. Cette démarche doit permettre d'atteindre l'objectif présidentiel de distribution de deux millions d'unités de logement entre 2025 et 2029, conformément aux attentes exprimées par les citoyens.

M. Belaribi a réaffirmé que la réalisation de cet engagement exige de poursuivre les efforts avec la même volonté et la même mobilisation. Il a relevé que le secteur avait connu, sous l'effet des orientations et des instructions constantes du président de la République, des avancées qualifiées d'exceptionnelles. Il a cité, à ce titre, la distribution de plus de 2,1 millions de logements, toutes formules confondues, avec les équipements publics indispensables, durant la période allant de 2020 à 2025, pour un financement global évalué à 4.517 milliards de dinars.

Le ministre a également rappelé que plus de 179.000 logements, toutes formules confondues, avaient été distribués dans les différentes wilayas à l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance, le 5 juillet 2026.

Pour la période restant à couvrir durant l'année 2026, M. Belaribi a estimé qu'une mobilisation accrue des moyens humains et matériels demeurerait indispensable. Il a toutefois précisé que l'atteinte des objectifs quantitatifs ne saurait constituer l'unique référence, la performance devant également se mesurer à la qualité des logements, au respect des échéances et à la coordination



continue entre l'administration centrale, les services locaux et les différents acteurs intervenant sur les chantiers.

Dans cette perspective, le secteur poursuit ses différents programmes de développement et prépare notamment une nouvelle opération nationale de distribution de logements, programmée pour le 1er novembre, à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération. Selon le ministre, cette opération sera marquée par la remise des premiers logements relevant du programme AADL 3 dans plusieurs wilayas où les travaux ont atteint un niveau avancé.

S'agissant de la préparation de la rentrée scolaire 2026-2027, le ministre a annoncé la livraison, avant la fin de l'année 2026, de 385 établissements scolaires. Le programme comprend 207 écoles primaires, 122 collèges et 56 lycées, pour une enveloppe financière de 115 milliards de dinars. Il a appelé à davantage de mobilisation et à une meilleure concertation entre les différents intervenants afin d'assurer la disponibilité des structures nécessaires et de permettre aux élèves de rejoindre leurs établissements dans de bonnes conditions.

Revenant sur les incendies enregistrés récemment et ayant occasionné des dégâts matériels dans plusieurs wilayas, M. Belaribi a indiqué que son département avait immédiatement mobilisé ses moyens pour lancer, dès le 28 juillet dernier, les opérations de recensement et d'expertise technique des logements touchés.

Il a précisé que 258 aides financières avaient, à ce jour, été accor-

dées aux familles sinistrées, pour une valeur totale de 85 millions de dinars. Le ministre a assuré que l'examen des autres dossiers se poursuivait jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des évaluations relatives aux dommages et au versement des aides destinées aux familles dont les habitations ont été affectées.

Les premiers logements d'AADL3 distribués le 1er novembre prochain

M. Belaribi, a annoncé également que les premiers logements du programme de location-vente AADL 3 seront distribués le 1er novembre prochain dans plusieurs wilayas. Cette opération interviendra à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération.

S'exprimant lors d'une réunion d'évaluation des programmes du secteur, organisée au siège du ministère avec la participation des directeurs centraux et exécutifs, M. Belaribi a indiqué que son département poursuivait la réalisation de ses programmes de développement avec la même détermination. Il a notamment fait état des préparatifs engagés en vue de la prochaine opération nationale de distribution de logements, prévue le 1er novembre à l'occasion de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération.

Le ministre a précisé que cette échéance marquera également le début de la livraison des premiers logements inscrits dans le cadre du programme AADL 3 dans plusieurs wilayas. Il a expliqué que les sites concernés sont ceux où les projets ont atteint des niveaux d'avancement permettant d'entamer les premières remises, conformément à l'engage-

ment de l'Etat de favoriser l'accès des citoyens à un logement décent.

M. Belaribi a, par ailleurs, indiqué que l'implantation du programme AADL 3 avait commencé dans les différentes wilayas selon une approche urbanistique renouvelée. Celle-ci repose notamment sur la création de pôles urbains, considérés comme un choix stratégique destiné à mettre en place un modèle urbain moderne, fondé sur un développement territorial mieux équilibré.

Cette nouvelle conception vise également à alléger la pression exercée sur les grandes agglomérations et à favoriser l'émergence de quartiers intégrés, dotés des infrastructures et équipements nécessaires à une vie quotidienne répondant aux exigences actuelles.

Dans ce cadre, le ministre a annoncé le lancement d'un projet portant sur la réalisation de 47 pôles urbains répartis sur 38 wilayas, pour une superficie globale dépassant 30.000 hectares. Il a précisé que la première étape de cette opération avait débuté avec les travaux d'aménagement de 16 pôles urbains, couvrant au total 7.875 hectares et offrant une capacité d'accueil de 493.559 unités.

En juillet 2025, M. Belaribi avait annoncé le lancement des travaux de 16 nouveaux pôles urbains répartis dans autant de wilayas. Il s'agit de Djelfa, Blida, Oran, Mascara, Relizane, Chlef, Tipasa, Jijel, Tlemcen, Constantine, Skikda, Souk Ahras, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Boumerdes et Tissemsilt.

Ces pôles urbains devront accueillir plus de 121.000 unités de logement, toutes formules confondues. Parmi elles figurent plus de 109.000 logements relevant du programme AADL 3 dans sa première tranche. Les futurs ensembles urbains comprendront également 859 équipements publics de proximité et structurants, afin d'assurer une meilleure intégration des différentes composantes des quartiers et de garantir leur complémentarité.

Cette démarche s'inscrit ainsi dans une vision visant à ne pas limiter les nouveaux programmes à la seule construction de logements, mais à accompagner leur réalisation par les infrastructures et services nécessaires, afin de créer de véritables espaces urbains adaptés aux besoins des populations appelées à y résider.

Y.H

ÉLIMINATOIRES NATIONALES DE LA SEMAINE NATIONALE DU SAINT CORAN

BELMEHDI A DONNÉ HIER LE COUP D'ENVOI

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a donné, lundi par visio-conférence, le coup d'envoi des éliminatoires nationales de la 28e édition de la Semaine nationale du Saint Coran.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné que "ce grand concours, placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, traduit la place centrale qu'occupe le Saint

Coran dans la vie de la nation, ainsi que son rôle historique dans la préservation de l'identité nationale et l'ancrage des valeurs morales au sein de la société", précisant que "l'intérêt accordé au Saint Coran et à son enseignement et la distinction de ses enseignants participent de la préservation du référent religieux national".

A ce propos, M. Belmehdi a salué les efforts déployés en faveur du "développement continu

des structures coraniques et du renforcement de l'encadrement des enseignants et cheikhs exerçant au niveau des écoles coraniques et des zaouïas", rappelant que ces efforts ont "contribué à la réalisation de résultats honorables par les candidats algériens dans différents concours coraniques internationaux".

Le ministre a indiqué, dans ce contexte, que "les éliminatoires locales, qui se sont déroulées à travers les wilayas du pays au cours

du mois de juillet dernier, ont enregistré la participation de 1.500 candidats et candidates (jeunes, adultes et élèves des classes d'alphabétisation), dont 200 se sont qualifiés pour les éliminatoires nationales, au terme desquelles 60 candidats seront sélectionnés pour la finale de la 28e édition de la Semaine nationale du Saint Coran, prévue dans la wilaya de Béjaïa durant la première décade du mois de septembre prochain".

RS

RENTRÉE UNIVERSITAIRE, TRANSPORT ET CANTINE SCOLAIRES

LE PREMIER MINISTRE FAIT LE POINT AVEC LES WALIS

Conformément aux hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, lundi, une réunion avec les walis, au cours de laquelle ont été examinés l'état d'avancement des préparatifs de la rentrée universitaire 2026-2027 ainsi que le niveau de préparation des dispositifs de transport et de cantine scolaires, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Dans le cadre de la poursuite des préparatifs de la prochaine rentrée sociale, conformément aux hautes orientations de Monsieur le président de la République, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, lundi 17 août 2026, une réunion en visioconférence avec Mesdames et Messieurs les walis, au cours de laquelle ont été examinés l'état d'avancement des préparatifs de la rentrée universitaire 2026-2027 ainsi que le niveau de préparation des dispositifs de transport et de cantine scolaires", précise la même source.

Cette rencontre, à laquelle "ont pris part le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que le ministre de l'Éducation nationale, a permis de rappeler la priorité absolue accordée par le président de la République aux dispositifs de transport et de cantine scolaires, pour lesquels il a souligné la nécessité de prendre toutes les mesures à même de garantir leur disponibilité dans les meilleures conditions dès la première semaine de la



rentrée scolaire".

Concernant la rentrée universitaire, "les dispositions prises par le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour assurer l'accueil des nouveaux étudiants dans les meilleures conditions ont été examinées, en garantissant les moyens pédagogiques et matériels adéquats et en s'assurant de la disponibilité des structures et des infrastructures universitaires, ainsi que de la prise en charge des différents services universitaires nécessaires".

Par ailleurs, "en application des instructions du président de la République visant à encourager l'investissement, à travers la mise à

disposition du foncier économique, la rencontre a permis d'évoquer le déroulement de l'opération de recensement et d'assainissement du foncier économique, conformément à la feuille de route exécutive établie par le président de la République à l'intention de l'ensemble des acteurs concernés par ce domaine, des secteurs public et privé, en vue de constituer un portefeuille national du foncier économique mobilisable, ce qui permet de réaliser l'objectif national consistant en la réalisation de 20.000 projets d'investissement à l'horizon 2029".

Cette feuille de route prévoit "cinq (05) axes fondamentaux, assortis d'un calendrier et dotés d'indicateurs de performance", portant sur "le parachèvement du recensement national du foncier économique, la numérisation de la gouvernance du foncier, l'assainissement juridique et la récupération du foncier, l'aménagement et le raccordement du foncier économique aux différents réseaux ainsi que le renforcement de la gouvernance, du pilotage et de la coordination intersectorielle.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ SOUS TOUTES SES FORMES DES EFFORTS INTENSIFIÉS POUR RENFORCER LA QUIÉTUDE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUES

Les services de la Sûreté nationale poursuivent l'intensification de leurs opérations sur le terrain, afin de lutter contre les différentes formes de criminalité, dans le but de renforcer les mesures de sécurité des personnes et de protéger leurs biens, et ce à travers le déploiement préventif et les opérations de surveillance, afin de consolider la quiétude et la sécurité publiques.

Dans ce cadre, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont effectué récemment, à travers leur territoire de compétence, des descentes sur les fiefs de la criminalité.

Ainsi, l'APS, ayant accompagné les unités de sécurité dans nombre de quartiers et d'axes relevant du territoire de la Sûreté de la circonscription administrative de Zeralda (Alger), a constaté le déroulement de ces opérations sur le terrain visant les foyers de la criminalité et les bandes de quartiers, à travers la mise en place de patrouilles mobiles et autres pédestres couvrant les lieux et places publics, ainsi que les zones urbaines.

Ces opérations ont été ponctuées par la mise en place de points de contrôle et de fouille de véhicules et de motocycles, ainsi que par la sécurisation des espaces qui connaissent une forte affluence des citoyens et des familles.

Depuis le siège de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Zeralda, les unités de sécurité participantes se sont réparties entre des dispositifs fixes et mobiles, avant d'entamer des

opérations de contrôle et de fouille de personnes, de véhicules et de motocycles, notamment durant la période nocturne.

Dans une déclaration, à cette occasion, le chef de bureau de communication de la Sûreté de la wilaya d'Alger, le commissaire de police Amir Chergui, a indiqué, que ces opérations ciblent "les foyers de criminalité, notamment ceux liés au trafic de drogues et de psychotropes ainsi qu'au port d'armes blanches prohibées, afin de lutter contre les bandes de quartiers et les trafiquants de drogue", ajoutant que "l'arrestation et la fouille des individus suspectés s'effectuent dans le cadre du respect des procédures légales en vigueur, en vue de lutter contre les différentes formes d'activités criminelles et de préserver la sécurité et la quiétude publiques".

Au niveau de l'un des principaux axes de la commune de Staoueli, et au cours de la même sortie, une opération sur le terrain a permis l'interception d'un véhicule à bord duquel se trouvaient trois (3) individus suspects, à la suite d'une opération de filature menée par les brigades de la police judiciaire sur la base d'un renseignement sécuritaire préalable.

A cet égard, M. Chergui a précisé que le véhicule "a été suivi dans le secteur de compétence, depuis son départ jusqu'à son interception", soulignant que sa fouille a permis de découvrir "une quantité de 2 kg de cannabis traité, conditionnée

en vue de sa commercialisation".

Il a précisé que "les suspects seront déferés, après leur audition, devant les services judiciaires territorialement compétentes, afin de poursuivre les procédures légales nécessaires dans cette affaire". Il a indiqué que ces opérations de sécurité "se poursuivront pour lutter contre les fiefs de la criminalité, les gangs de quartiers, le trafic de drogues et de comprimés psychotropes et le port d'armes blanches prohibées", notant que les numéros 1548 et 17 et l'application "Allo-Chorta" demeurent à la disposition des citoyens pour tout signalement ou renseignement.

Parallèlement au caractère opérationnel de cette sortie de terrain, le déploiement sécuritaire a été salué par les familles et les citoyens qui investissent les espaces concernés par cette opération, lesquels ont exprimé leur satisfaction à l'égard de ce type d'initiatives qui permettent de renforcer la sécurité et la sérénité, notamment durant la période de l'après-midi et le soir.

De telles opérations de terrain qui coïncident avec la saison estivale confirment le rôle axial des services de la Sûreté nationale, à travers la conjugaison de la prévention, du travail de renseignement et de l'intervention de terrain, en renforcement de la sécurité et de la sérénité publiques, ce qui contribuera à garantir un environnement sûr aux citoyens.

RA

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À AÏN SEFRA LE MINISTRE DE LA SANTÉ INSISTE SUR UNE PRISE EN CHARGE OPTIMALE DES BLESSÉS ET PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES AUX FAMILLES DES VICTIMES

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, s'est rendu, lundi, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'Aïn Sefra qui a accueilli plusieurs blessés de l'accident de renversement d'un autobus de transport de voyageurs, où il a souligné la nécessité d'une prise en charge optimale des blessés et présenté ses condoléances aux familles des victimes.

"Après son arrivée dans la wilaya de Naâma, le ministre de la Santé, accompagné du secrétaire général de la wilaya, chargé de la gestion des affaires de la wilaya, s'est rendu à l'EPH d'Aïn Sefra qui a accueilli nombre de blessés, où

il s'est enquis des conditions de leur prise en charge sanitaire, de la mobilisation des staffs médicaux et paramédicaux et a écouté des explications sur leur état de santé et les mesures thérapeutiques prises, à même d'assurer les meilleurs soins médicaux", indique un communiqué du ministère de la Santé. A cette occasion, M. Ait Messaoudene, a affirmé que cette visite intervient "en application des instructions du président de la République, qui porte un intérêt particulier au suivi des cas des blessés et veille à ce que tous les moyens humains et matériels indispensables soient mobilisés pour garantir leur prise en charge optimale". Le ministre s'est félicité "des grands efforts consentis par les ser-

vices de la Protection civile et les staffs médicaux et paramédicaux, ainsi que par les différents corps intervenant dans les opérations de secours, d'évacuation et de prise en charge des blessés". Il a également présenté "ses sincères condoléances et sa profonde compassion aux familles des victimes, priant Allah Tout-Puissant de leur accorder Sa Sainte miséricorde et d'accorder prompt rétablissement aux blessés". L'accident s'est produit, dimanche à l'aube, suite au dérapage et au renversement d'un autobus de transport de voyageurs assurant la liaison Tindouf-Sidi Bel Abbès, au niveau de la RN 06, faisant 6 morts et 31 blessés, a-t-on rappelé.

RA

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

CONCERTATION SECTORIELLE POUR UNE MEILLEURE COUVERTURE SANITAIRE

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a rencontré hier lundi Sami Tirache, président du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), afin d'aborder plusieurs points relatifs à la fourniture du marché national en produits médicamenteux, en particulier les circuits de répartition et les modalités pour garantir une présence continue de ces produits au sein des officines.

Par Ali Boudefel

Cette réunion, qui s'est déroulée dans les locaux du ministère avec la participation de plusieurs responsables et de représentants du syndicat, a permis d'étudier les diverses doléances exprimées par les pharmaciens titulaires, ainsi que de chercher les dispositifs les plus pertinents pour encadrer et perfectionner les filières d'acheminement des médicaments, selon le bilan officiel diffusé par le ministère.

Parmi les sujets centraux évoqués figurait la nécessité d'une disponibilité stable des médicaments dans l'ensemble des officines, tout particulièrement celles situées dans les zones reculées, dans le but de trouver des mesures concrètes pour optimiser l'alimentation du marché et satisfaire la demande de la population. A cet égard, M. Kouidri a insisté



sur l'intérêt de consolider le dialogue et la coordination avec les divers professionnels et intervenants du domaine pharmaceutique, et de les

intégrer à l'élaboration et au contrôle des dispositifs et actions concernant l'offre de médicaments sur le territoire. Le ministre a affirmé que cette as-

sociation des acteurs de terrain permettrait de répondre avec efficacité aux attentes des citoyens et d'assurer la permanence de l'accès aux traitements dans toutes les régions du pays.

Il a également mis en avant le rôle de ces échanges pour saisir directement les difficultés rencontrées par la profession et examiner leurs suggestions, dans une logique de coopération, en vue de perfectionner les systèmes de répartition, de maintenir la présence des médicaments en pharmacie et d'élever la qualité des prestations sanitaires offertes au public.

Ces consultations participent de la démarche entreprise par le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour renforcer la synergie avec les divers partenaires du secteur et pour améliorer les processus d'alimentation du marché national en médicaments.

A.B

LIGNE MINIÈRE EST

NÉCESSITÉ D'INTENSIFIER LA COORDINATION POUR MAINTENIR LE RYTHME DE LA RÉALISATION

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a achevé lundi sa série de visites de terrain aux différents tronçons et chantiers du projet de la ligne ferroviaire minière Est, au cours desquelles il a souligné la nécessité d'intensifier la coordination afin de maintenir le rythme de la réalisation, indique un communiqué du ministère.

Dans le cadre de cette visite sur le terrain, le ministre a souligné "la nécessité d'adopter des mesures préventives permettant de lever tout éventuel obstacle sur le terrain, ainsi que de renforcer les mécanismes de coordination et de complémentarité entre les groupements d'entreprises chargés de la réalisation et les autorités locales des wilayas traversées par la ligne ferroviaire minière Est, afin de maintenir le rythme de la réalisation et d'assurer la concrétisation de ce projet stratégique dans les délais fixés", précise la même source. Le ministère a indiqué que le rythme accéléré des travaux sur la ligne ferroviaire minière Est a permis l'achèvement de deux tronçons d'une longueur totale de 174 km, à savoir le tronçon reliant Djebel Onk à Oued Kebrit (151 km), ainsi que le rac-

cordement de la ligne de Bled El Hadba à la ligne minière, sur une distance de 23 km. Dans ce cadre, 127 km supplémentaires seront achevés à la fin du mois de septembre de l'année en cours, concernant les tronçons Annaba-Bouchegouf (54 km), Dréa-Oued Kebrit (30 km) et la ligne de contournement de la ville de Tébessa-Tenoukha (43 km).

Concernant les travaux restant à réaliser sur le tronçon Bouchegouf-Ain Seymour (72 km), leur réception interviendra dans les délais impartis, assure le ministère.

Lors de cette série de visites de terrain dans les différents tronçons et chantiers du projet de la ligne minière Est, reliant Annaba à Bled El Hadba (wilaya de Tébessa) sur 422 km de long, le ministre s'est enquis, durant trois jours consécutifs, de l'état d'avancement des travaux, au niveau de 41 stations, depuis le port phosphatier d'Annaba en passant par les différents tronçons de la ligne minière Est traversant les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma et de Souk Ahras jusqu'à la wilaya de Tébessa. Ces visites ont porté sur l'inspection des différents ouvrages d'art du projet, au nombre de 60 ponts et 12 tunnels ainsi que

sur le suivi de l'état d'avancement des travaux de terrassement, de déblaiement et de remblaiement, de pose et de fixation de la voie ferrée, les quantités de déblais et remblais réalisées ayant atteint 27 millions de m³. Ces travaux revêtent, selon le ministère, "une grande importance", vu le caractère stratégique du projet, des moyens humains et matériels importants ayant été mobilisés au niveau des différents chantiers, à travers la mobilisation de plus de 14000 travailleurs et pas moins de 5 000 engins et équipements dans le but d'augmenter le rythme de réalisation et de parachever le projet dans les délais impartis, en application des instructions du président de la République.

Les visites de terrain ont été émaillées par une réunion de coordination avec les représentants et responsables des sociétés de réalisation, les bureaux d'étude et de suivi et les laboratoires, l'accent ayant été mis sur le bon rythme d'avancement des travaux, avec la prise d'une série de mesures et de dispositions supplémentaires pour accélérer le rythme de réalisation à travers les différents chantiers.

RE

CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

LA DEMANDE EN ÉLECTRICITÉ DÉPASSE 21600 MW ET ENREGISTRE UN TROISIÈME PIC RECORD

La demande d'électricité a enregistré, lundi, un troisième pic record de 21.650 mégawatts, dans un contexte marqué par une vague de chaleur exceptionnelle accompagnée d'un taux d'humidité élevé dans les régions côtières de plusieurs wilayas, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables.

Ce nouveau pic record a été enregistré à 14h21, avec une hausse de 272 mégawatts par rapport au pic enregistré le 13 juillet dernier (21.378 MW) et de 474 MW par rapport au pic record enregistré le 12 juillet (21.176 MW), indique le communiqué.

Les données enregistrées ces dernières années reflètent une hausse continue de la demande en énergie électrique, le pic de consommation étant passé de 16.666 MW en 2022 à 18.476 MW

en 2023, puis à 19.543 MW en 2024 et à 20.628 MW en 2025, avant de dépasser le seuil des 21.000 MW en 2026.

Au cours de cette année, la courbe de la demande a enregistré trois pics records consécutifs : 21.176 MW le 12 juillet, 21.378 MW le 13 juillet et 21.650 MW le 17 août.

Le pic enregistré lundi est supérieur de 4.984 MW par rapport à celui de 2022, soit une augmentation de 30% en l'espace de quatre ans, dépassant également le pic enregistré en 2025 de 1.022 MW.

Le ministère attribue ces hausses historiques de la consommation d'énergie électrique à l'utilisation intensive des appareils énergivores, dont les climatiseurs, par les abonnés domestiques et les établissements publics et privés, notamment durant les heures de pointe, entre 13h00 et 16h00.

RE

L'APPEL DE L'AAPI AUX INVESTISSEURS

NÉCESSITÉ D'ACTUALISER AVANT LE 1^{ER} OCTOBRE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LEURS PROJETS

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a invité, lundi dans un communiqué, les porteurs de projets d'investissement enregistrés à son niveau à procéder, avant le 1er octobre prochain, à l'actualisation de l'état d'avancement de leurs projets au titre du premier semestre de l'année 2026.

Cette mesure intervient dans le cadre du suivi périodique des projets d'investissement enregistrés auprès de l'AAPI et conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment les dispositions de la loi 22-18 relative à l'investissement et ses textes d'application, a expliqué la même source.

Cette opération vise à permettre à l'Agence de disposer d'une situation actualisée et fiable des projets d'investissement enregistrés à son niveau à la date du 30 juin 2026, de déterminer les éventuelles difficultés auxquelles ils font face, et de renforcer leur suivi ainsi que leur accompagnement, ajoute le communiqué.

Dans ce cadre, l'AAPI a indiqué que les concernés sont tenus de remplir le formulaire de l'état d'avancement du projet au titre du premier semestre 2026, selon le modèle établi à cet effet, et de le déposer, accompagné le cas échéant des

informations et documents requis, au niveau du Guichet unique auprès duquel le projet d'investissement a été enregistré.

S'agissant des porteurs de projets n'ayant pas encore déposé le formulaire de l'état d'avancement au titre de l'année 2025, il leur incombe de le remplir et de le déposer conformément au modèle agréé.

L'Agence a, en outre, invité les investisseurs concernés à "prendre toutes les dispositions nécessaires pour le dépôt des états d'avancement de leurs projets dans les délais impartis et au plus tard le 30 septembre 2026", rappelant que le dépôt de l'état d'avancement du projet constitue "une obligation réglementaire conformément à la législation et à la réglementation en vigueur".

L'AAPI a également souligné que le non-respect de cette obligation, à l'expiration du délai fixé, expose le porteur du projet aux mesures prévues par la réglementation en vigueur, lesquelles peuvent aller, lorsque les conditions légales et réglementaires sont réunies, jusqu'à l'annulation de l'attestation d'enregistrement du projet d'investissement et au retrait des avantages accordés.

RE

RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2026 À SIDI BEL-ABBÈS

L'UNIVERSITÉ DJILLALI LIABÈS PRÉPARE L'ARRIVÉE DE 7 040 NOUVEAUX INSCRITS

L'établissement universitaire Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès a annoncé, par le biais de sa cellule d'information et de communication, qu'il mobilise tous ses dispositifs pédagogiques et organisationnels pour accueillir, dans des conditions satisfaisantes, 7 040 nouveaux étudiants pour la prochaine rentrée.

Par Kahina Baghdad

Ce contingent correspond à la première vague d'orientation fixée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dont la période s'étale du 15

juillet au 15 septembre. Ces données, encore provisoires, pourraient être révisées à la hausse à l'issue des procédures complémentaires d'inscription et de mobilité universitaire.

D'après les chiffres transmis, les sciences humaines et sociales arrivent en tête des préférences avec 3 185 étudiants, suivies par les sciences et technologies (2 673) et les sciences médicales (470). Par ailleurs, 712 étudiants rejoindront les cursus de l'École normale supérieure.

L'administration a réuni l'ensemble des moyens matériels et humains, y compris des équipes administratives et techniques, pour encadrer les opérations d'orientation et d'inscription. L'enjeu est de maîtriser les flux tout en respectant les capacités d'accueil, afin de maintenir le rang de l'université parmi les « grands pôles nationaux très prisés », selon la même source.

K.B



TISSEMSILT RENFORCE SON DISPOSITIF DE FORMATION PROFESSIONNELLE

3 000 PLACES OUVERTES POUR LA SESSION D'OCTOBRE 2026

La direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt a annoncé, lundi, la mise à disposition de 3 000 places pédagogiques pour la session d'octobre 2026. Maazouz Hadjila, cheffe du service de la formation continue et du partenariat, a précisé que ces places sont réparties entre les différents modes et dispositifs proposés par les établissements de la wilaya.

Sur ce total, environ 1 000 places relèvent de la formation résidentielle, 860 de l'apprentissage, 50 des passerelles, 50 du milieu rural et 175 des cours du soir. Par ailleurs, 205 places sont réservées aux femmes au foyer et 255 aux détenus des établissements pénitentiaires.

La responsable a également fait savoir que cette session introduira une nouvelle spécialité en informatique, intitulée « support technique et maintenance informatique », afin d'enrichir l'offre et

de l'ajuster aux attentes du marché local de l'emploi. En parallèle, le secteur a réduit le nombre de places dans certaines filières saturées, comme les techniques administratives, de gestion et les métiers des services, pour limiter le chômage chez les diplômés et réorienter les candidats vers des débouchés plus porteurs.

Les inscriptions se font exclusivement en ligne, via la plateforme « Takwin », sans dossier papier, jusqu'à la fin septembre, permettant à chaque postulant de

choisir une spécialité en fonction de son niveau et de ses aspirations. Pour garantir le bon accueil des nouveaux inscrits, un plan d'action a été élaboré afin de préparer les établissements et d'assurer les conditions optimales de déroulement de la session.

La wilaya compte actuellement 12 établissements de formation, dont deux instituts nationaux spécialisés (à Tissemsilt et Khemisti) et deux annexes (à Theniet El Had et Layoune).

K.B

MASCARA

LANCEMENT D'UNE VASTE CAMPAGNE POUR PRÉVENIR LES RISQUES D'INONDATION

vaste campagne de wilaya visant à prévenir les risques d'inondations causés par les orages a été lancée dimanche à Mascara, en prévision de la saison d'automne.

Cette campagne, organisée par l'Unité de wilaya de l'Office national de l'assainissement, supervisée par le wali Fouad Aïssi, inclut dans sa première phase la prise en charge de 11 points noirs au niveau de la ville de Mascara, où a eu lieu le lancement sur le chemin menant au village de " Soltana " dans la commune chef-lieu de wilaya , selon les explications fournies par les responsables de l'unité.

La campagne, qui se poursuivra pendant deux mois, comprend le nettoyage et la purification des drains et des canaux de drainage pluviaux, en plus du réseau de tunnels de désinfection et de nombreux points noirs déjà comptés par l'unité de l'office national de l'assainissement. L'initiative comprend également le nettoyage des bords des vallées, ainsi que la purification de grands complexes pour la désinfection, sachant que ces opérations s'étendront aux 47 communes de la wilaya, selon la même source.

Dans le cadre de cette même opération, des sorties quotidiennes sur le terrain seront organisées par le personnel de l'unité, afin d'assurer un suivi constant de l'état des réseaux d'assainissement, des drains et des canaux de drainage pluvial dans les différentes cités d'habitat de la wilaya.

Pour sa part, le wali a souligné, dans

une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement, que cette dernière mesure s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour accueillir la saison d'automne, afin d'éviter les inondations et les crues pouvant résulter des orages, notant qu'une campagne similaire organisée l'année dernière, a permis d' éviter tout risque d'inondation dans les villes de la wilaya". L'unité de wilaya de l'Office national de l'assainissement a mobilisé des ressources matérielles et humaines importantes pour faire de cette campagne de prévention un succès, à savoir 80 aides d'intervention et 13 véhicules de différentes tailles, dont sept gros camions, selon la même unité.

Parallèlement à cette initiative, l'unité a lancé une campagne intensive de sensibilisation de proximité via la station régionale de radio de Mascara, en plus d'organiser des réunions de sensibilisation, au cours desquelles les citoyens sont encouragés à maintenir la propreté des canalisations et des canaux de drainage pluviaux. Cette campagne s'inscrit dans le cadre du programme préventif prévu par les autorités de wilaya, visant à éliminer les points noirs, afin d'assurer une bonne préparation à la saison des pluies et de protéger les villes des dangers des orages et des inondations, indique-t-on.

R.R

ORAN

LA STATION DE DESSALEMENT DE CAP BLANC ATTEINT SA PLEINE CAPACITÉ DE PRODUCTION

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, a atteint sa pleine capacité de production, estimée à 300.000 mètres cubes par jour, après l'achèvement des différentes étapes de la montée en puissance progressive de la production, conformément aux normes en vigueur, a indiqué, lundi, la Société algérienne de dessalement de l'eau, filiale du groupe Sonatrach.

Dans un communiqué, la société a précisé que la station a produit, depuis sa mise en service, un volume de 92,345 millions de mètres cubes d'eau dessalée, confirmant ainsi son rôle dans le renforcement du système d'approvisionnement en eau potable et de la sécurité hydrique dans la wilaya d'Oran et les wilayas avoisinantes.

L'atteinte de la pleine capacité de production de la station devrait renforcer les capacités de production d'eau dessalée de la wilaya, contribuer à répondre aux besoins des citoyens en eau potable et soutenir la stabilité de l'approvisionnement en cette ressource vitale.

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc s'inscrit dans le cadre du premier programme national complémentaire de dessalement de l'eau de mer, dont la réalisation et la livraison ont été entièrement achevées, et qui vise à renforcer la sécurité hydrique et à améliorer les capacités de production d'eau potable.

Ce projet traduit, selon la même source, l'importance accordée par l'Etat à la sécurisation des ressources hydriques et à l'amélioration du service public dans le domaine de l'approvisionnement en eau.

La Société algérienne de dessalement de l'eau, filiale du groupe Sonatrach, a réaffirmé la poursuite de ses efforts dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité hydrique nationale et à la garantie d'un approvisionnement durable en eau potable.

R.R

CACAO GHANÉEN

UNE LOI POUR ENDIGUER LA CHUTE DE LA PRODUCTION

Le Parlement ghanéen a adopté fin juillet 2026 un projet de loi très important, le Ghana Cocoa Board Bill, qui modifie profondément les règles du jeu pour les producteurs de cacao du pays. Le texte donne un statut officiellement protégé à toutes les terres cultivées en cacaoyers.

Par Rihab Taleb

Il est désormais interdit à un agriculteur de transformer sa plantation pour cultiver autre chose, comme du caoutchouc, ou de la céder pour y faire de l'orpaillage illégal, sans obtenir l'autorisation directe du régulateur national, le COCOBOD.

Cette mesure a été décidée en urgence par les autorités pour enrayer la baisse constante de la production nationale. Le Ghana, avec son voisin la Côte d'Ivoire, fournit une part majeure du cacao mondial, mais la filière souffre de la concurrence de l'orpaillage clandestin (connu localement sous le nom de galamsey) et d'autres cultures plus rentables à court terme. Ces activités détruisent les sols, polluent l'eau et réduisent chaque année les surfaces disponibles pour le cacao. Pour marquer les esprits et protéger cette ressource vitale, le texte prévoit des sanctions extrêmement sévères, avec des amendes et des peines de prison pouvant aller jusqu'à vingt ans pour les personnes qui convertissent illégalement leurs terres en zones minières.

Cette loi suscite une vive opposition de la part des syndicats et des coopératives agricoles, notamment la Ghana Cooperative Cocoa Farmers and Marketing Association Limited. Les producteurs ne contestent pas l'idée de



protéger le cacao, qu'ils considèrent eux aussi comme le pilier de leur survie, mais ils pointent du doigt une grave lacune juridique. Ils demandent au président John Dramani Mahama de surseoir à la promulgation du texte pour l'amender. Leur argument principal est agronomique et économique. Une plantation de cacao vieillit, peut être frappée par des maladies incurables ou s'épuiser au fil des ans jusqu'à devenir totalement improductive. Lorsqu'un champ ne rapporte plus rien, l'agriculteur se trouve dans l'obligation vitale d'abattre les vieux arbres pour planter autre chose et nourrir sa famille. En l'état, la loi risque de criminaliser cette démarche de survie, plaçant les paysans sous la menace constante de poursuites judiciaires.

Du côté du gouvernement et du COCOBOD, ils affirment que ces critiques sont politiques et que le texte a été pensé pour le bien des agriculteurs, d'autant que le projet de loi prévoit de garantir aux producteurs une part d'au moins 70 % du prix de vente mondial

réalisé par le régulateur, ainsi que des mécanismes de pension. Reste que le climat de tension persiste, alimenté par la volatilité historique des cours mondiaux du cacao, qui sont passés par des sommets vertigineux avant de chuter brutalement, laissant les exploitants vulnérables face aux coûts d'entretien de leurs terres.

Le cacao représente environ quinze pour cent des recettes d'exportation du Ghana et fait vivre des millions de foyers. Face à la catastrophe écologique et économique provoquée par l'orpaillage illégal qui grignote les meilleures terres arables, le gouvernement se devait d'imposer un cadre rigoureux pour empêcher la disparition pure et simple du verger national. Cette loi pose un acte de souveraineté fort pour sanctuariser le capital foncier agricole face à des pressions spéculatives dévastatrices.

D'un point de vue social et juridique, la portée du texte comporte des risques majeurs d'injustice et d'incompréhension. En voulant centraliser

toutes les décisions au sein d'un organisme étatique et en brandissant la menace de la prison, le législateur fait preuve d'une rigidité excessive qui ignore la réalité du terrain. Un agriculteur ne détruit pas une cacaoyère par simple convenance personnelle, mais souvent parce que la nature et les maladies dictent le renouvellement de la terre. Punir pénalement un paysan qui cherche simplement à adapter sa production face à un sol stérile, sans lui offrir un accompagnement financier ou technique immédiat, risque de créer un climat de peur et de défiance.

La protection implacable des terres cacaoyères ne pourra faire l'économie d'un dialogue approfondi avec les coopératives. Il est indispensable que le législateur distingue la destruction criminelle liée à la recherche illégale de l'or et la reconversion légitime d'une parcelle devenue improductive, afin de ne pas transformer la paysannerie en ennemie de ses propres terres.

R.T

LOGISTIQUE SUD-AFICAINE

L'HEURE DU GRAND RATRAPAGE

L'entreprise publique a lancé un vaste plan de modernisation de ses ports et de ses voies ferrées, afin de remédier aux dysfonctionnements logistiques dénoncés à maintes reprises par les opérateurs économiques nationaux et étrangers.

Transnet réclame ainsi 35 milliards de rands (en-

Par Saïd Slimani

viron 2,2 milliards de dollars) au Trésor sud-africain pour renouveler ses équipements et réduire les goulots d'étranglement qui entravent les exportations et ralentissent la conjoncture. La demande a été officialisée jeudi 13 août par Barbara Creecy, ministre sud-africaine des Transports. Selon les précisions qu'elle a apportées, la compagnie de fret et de logistique devrait obtenir ces fonds via le Fonds budgétaire pour les infrastructures (Budget Facility for Infrastructure/BFI) du Trésor national.

Le rail ouvre ses portes au privé pour fluidifier le trafic

Cette enveloppe servira en partie à « financer des projets s'étalant jusqu'en 2030 ». Il est notamment prévu de moderniser des lignes ferroviaires pour permettre le lancement des activités de fret de 11 opérateurs privés, qui avaient décroché en mai dernier

des créneaux horaires sur le réseau ferré national. « L'intégration de ces acteurs privés devrait ajouter 24 millions de tonnes de capacité de fret au réseau, un objectif atteignable dans les 18 mois à venir », a déclaré Mme Creecy, dans des propos repris par Bloomberg. Les opérateurs retenus – ARC South Africa (ARC), The Railway Corporation, TLD Marine, Menar Ports & Rail, Sharp Logistics, Barberry, Grindrod, Minrail, IRACEMA, Motheo Logistics et Interlinks – couvrent des segments cruciaux : charbon, manganèse, conteneurs, carburants et fret général. L'ouverture du rail au privé vise à soutenir la stratégie nationale, qui ambitionne de porter les volumes transportés par voie ferrée d'environ 180 millions à 250 millions de tonnes d'ici 2030.

Longtemps dominé par Transnet, le fret ferroviaire sud-africain s'ouvre donc progressivement à la concurrence, tandis que l'infrastructure demeure publique. Cette transition s'inscrit dans une vaste réforme destinée à rehausser les performances logistiques du pays, alors que les carences du réseau ont régulièrement pénalisé les exportations minières et industrielles.

Des investissements massifs pour restaurer l'efficacité logistique

Parmi les autres chantiers programmés par Transnet pour améliorer ses résultats, Mme Creecy a évoqué l'installation d'un dock flottant confié au privé dans le port du Cap, afin d'accroître la capacité de réparation navale. La société ambitionne également de créer un « système communautaire portuaire », une plateforme numérique reliant tous les

intervenants publics et privés d'une communauté portuaire, permettant des échanges d'informations en temps réel pour optimiser les mouvements des navires et des marchandises. Le gouvernement sud-africain reste pleinement engagé aux côtés de Transnet, notamment via des garanties et des financements visant à soutenir sa trésorerie et ses investissements, pour éviter la faillite d'un opérateur public essentiel à la sécurité des approvisionnements et au commerce extérieur. Un effondrement de cet acteur, confronté depuis des années à des difficultés financières et à un sous-investissement chronique dans les infrastructures, risquerait de bouleverser les chaînes d'approvisionnement, les exportations minières et industrielles, ainsi que le fonctionnement du système de transport national.

Le redressement de l'entreprise apparaît donc crucial pour relancer une économie dont la croissance annuelle moyenne n'a guère dépassé 1 % depuis plus de dix ans, les contraintes de transport étant fréquemment pointées comme un obstacle à une expansion plus soutenue. En novembre 2025, Transnet avait déjà perçu 13 milliards de rands (environ 802 millions de dollars) du Fonds budgétaire pour les infrastructures, dont 11,2 milliards affectés à la rénovation des corridors ferroviaires pour le transport du fer et du charbon, ainsi qu'à l'amélioration du terminal à conteneurs de Durban. Par ailleurs, en octobre 2025, la société avait annoncé un plan d'investissement global de 127 milliards de rands (environ 7,84 milliards de dollars) sur cinq ans pour moderniser ses réseaux ferrés et portuaire.

S.S

SELON UNE ENQUÊTE DU FINANCIAL TIMES

LES EMIRATS ALIMENTENT LES CONFLITS ET DÉSTABILISENT LES PAYS AFRICAINS

Les Emirats arabes unis ont joué un rôle actif dans la déstabilisation d'un certain nombre de pays et alimentent de manière continue des conflits en Afrique, révèle une enquête du journal britannique The Financial Times, reprise par le quotidien national le Courrier d'Algérie.

Le journal britannique dévoile dans son enquête l'existence d'un réseau régional de recrutement, de transport et d'entraînement de mercenaires, géré par les Emirats arabes unis (EAU). Un réseau qui "s'étend de la Colombie aux EAU, puis à Bosaso en Somalie, Al-Kufra en Libye, Nyala et El Fasher au Soudan", précise la même source.

Le Financial Times a récolté les témoignages d'anciens combattants ayant participé à des conflits où ce réseau est actif. Il a également consulté des registres de voyage, de données numériques, de photos et autres documents liés à ce trafic.

"Sous la direction de son dirigeant autoritaire, le Cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyan, connu sous le nom de MBZ, ce petit Etat désertique a déployé des investissements, de l'influence et des équipements militaires dans plusieurs parties de l'Afrique à une vitesse fulgurante, dans le but d'exploiter le commerce et les ressources pour son avenir post-pétrole", soutient le journal.

L'enquête note que de nombreux hommes politiques africains ayant déjà traité avec Abu Dhabi s'imposent le devoir de réserve. Yemane Gebremeskel, ministre de l'Information de l'Erythrée et bras droit du président Isaias Afwerki, cité dans l'enquête, dont le pays n'entretient pas de relations amicales avec Abu Dhabi, a déclaré : le problème des EAU en Afrique réside dans leur am-



bition injustifiée de contrôler toute la région. Cela a commencé par le contrôle d'un ensemble de ports secondaires dans toute l'Afrique de l'Est, mais il semble que cela ait évolué vers une démonstration de force et une exploitation des ressources".

Dans la Corne de l'Afrique, et plus particulièrement en Afrique de l'Est, les EAU ont conclu des partenariats avec des groupes armés non étatiques pour leur fournir des armes et trafiquer de l'or illicite, expliquent les auteurs de l'enquête. Selon les estimations de l'agence suisse SWISSAID (organisation d'aide au développement), environ 30 milliards de dollars d'or artisanal sont expor-

tés chaque année d'Afrique vers Dubaï sans être déclarés. L'enquête ajoute qu'un haut responsable d'un pays d'Afrique de l'Ouest, ayant requis l'anonymat par crainte de représailles, a affirmé : "contrairement à la Chine, les EAU – et Abu Dhabi en particulier – sont intervenus négativement dans la politique africaine". Le journal britannique constate, en outre, que de grandes quantités d'or ont été volées au Soudan au profit des EAU, précisant qu'il s'agissait là de l'un des plus grands vols d'or de l'histoire.

L'universitaire éthiopien Mehari Taddele Maru estime que l'influence des EAU sur les puissances occi-

dentes, accumulée grâce à une alliance commune avec l'entité sioniste ainsi que les investissements de pétrodollars et un lobbying violent, leur a permis de "se comporter comme bon leur semble en Afrique".

L'enquête informe, en outre, que les EAU ont recruté des milliers de mercenaires colombiens pour combattre aux côtés des Forces de soutien rapide (FSR) au Soudan. "Un grand nombre de recrues transférées au Soudan ont confirmé que la société de sécurité privée Global Security Services Group (GSSG), basée aux EAU, s'était chargée de leur transport et de leur emploi", révèle l'enquête. La société en question a été fondée en 2016 par Ahmed Mohammed Al-Hamairi, secrétaire général du Bureau présidentiel émirien. Ce dernier, sollicité par les journalistes chargés de l'enquête, n'a pas donné suite.

Le média britannique ajoute que "le premier groupe de Colombiens est arrivé en octobre 2024, avec pour mission d'établir un couloir logistique pour les approvisionnements via l'est de la Libye vers le Darfour". L'un des anciens mercenaires interrogés par le journal britannique, nommé Manuel, a confirmé que les EAU finançaient le conflit et fournissaient des armes aux FSR. Selon lui, ce sont les EAU qui injectent la plus grande part d'argent et de ressources dans le conflit.

RI

EXTRÊME TENSION AU MOYEN-ORIENT

LES HOUTHIS AFFIRMENT AVOIR MENÉ UNE ATTAQUE DE MISSILES CONTRE UN NAVIRE MILITAIRE SAOUDIEN

Le groupe houthi yéménite a annoncé lundi avoir lancé une attaque de missiles balistiques contre "un navire de débarquement militaire saoudien" et quatre vedettes militaires d'escorte au large de Mokha, ville portuaire de la mer Rouge dans le sud-ouest du Yémen.

Dans un communiqué publié sur X, Yahya Sarea, porte-parole militaire houthi, a affirmé que ces frappes "directes et précises" avaient embrasé le navire de débarquement, tandis que certaines embarcations d'escorte avaient coulé et d'autres pris feu.

Il a indiqué que le groupe houthi suivait étroitement les mouvements militaires saoudiens dans le cadre de sa campagne en cours contre l'Arabie saoudite, principal soutien du gouvernement yéménite.

Par ailleurs, M. Sarea a déclaré que les forces houthies avaient frappé à l'aide de plusieurs drones un dépôt d'armes utilisé par les forces saoudiennes au camp de Sahn al-Jin, dans la province yéménite de Marib (nord-est), soutenant que l'attaque avait provoqué un incendie.

Ces dernières semaines, les Houthis ont intensifié considérablement leurs attaques de missiles et de drones contre des zones contrôlées par le gouvernement sur l'ensemble du Yémen et des cibles dans l'Arabie saoudite voisine.

Mokha, ville portuaire sous contrôle gouvernemental, est devenu un point de tension majeur de cette nouvelle escalade. Depuis le 9 août, des frappes houthies répétées ont fait des dizaines de morts et de blessés, endommagé

les infrastructures portuaires et interrompu le trafic maritime du port, situé près du stratégique détroit de Bab el-Mandeb qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden.

Le Yémen est plongé dans un conflit depuis fin 2014, lorsque les Houthis se sont emparés d'une grande partie du nord du pays, y compris la capitale Sanaa. Cela a entraîné l'intervention d'une coalition menée par l'Arabie saoudite l'année suivante pour soutenir le gouvernement yéménite reconnu sur le plan international.

Une trêve négociée par l'ONU entrée en vigueur en avril 2022 a expiré six mois plus tard sans reconduction formelle, mais un fragile cessez-le-feu de facto était globalement respecté jusqu'à la récente escalade.

RI

14E ÉDITION DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU POLISARIO ET DE LA RASD

LES RÉSEAUX SOCIAUX JOUENT UN "RÔLE VITAL" FACE À LA POLITIQUE MÉDIATIQUE TROMPEUSE DE L'OCCUPANT MAROCAIN

L'expert et militant politique sahraoui, M. Hama El-Mahdi, a souligné le "rôle vital" que jouent les différents supports médiatiques et les réseaux sociaux pour contrer la guerre psychologique à laquelle le peuple sahraoui est soumis, ainsi que pour protéger le front intérieur sahraoui des campagnes de désinformation menées par l'occupant marocain.

Lors de son intervention dimanche à l'occasion de la 14e édition de l'université d'été des cadres du Front du Polisario et de l'Etat sahraoui, qui se tient à l'université M'hamed Bougara de Boumerdès, M. El -Mahdi a indiqué que l'occupant marocain s'obstine à mener une guerre psychologique continue ciblant la cause sahraouie et la lutte du peuple sahraoui à travers ses médias et autres plateformes numériques de propagande, dans le but d'ébranler la résistance des Sahraouis et de mettre un terme à leur lutte.

Selon lui, la guerre psychologique marocaine contre le peuple sahraoui repose sur des campagnes médiatiques et de propagande systématiques visant à "dénigrer la lutte des Sahraouis", ainsi qu'à semer le découragement et le désespoir.

Il a ajouté que le Makhzen exploite les réseaux sociaux en créant des comptes sous de faux noms sahraouis et en mobilisant des influenceurs pour soutenir le discours de l'occupation, tout en utilisant des outils de manipulation d'images et de vidéos basés sur des techniques d'intelligence artificielle (IA).

M. El-Mahdi a souligné que les médias nationaux sahraouis jouaient "un rôle important" face à la guerre de propagande menée par l'occupant. Selon lui, ils sont en mesure "de relayer rapidement la vérité, d'instaurer la confiance auprès du public grâce à la crédibilité et à la transparence, d'élargir cette audience, de diversifier le contenu médiatique et de le traduire dans différentes langues, de démasquer la désinformation par des enquêtes, de préserver l'esprit national et le moral du peuple sahraoui, et de mettre en avant la force de sa résistance".

La stratégie de renforcement du front intérieur consiste également, d'après lui, à développer une conscience médiatique chez les citoyens, à promouvoir un journalisme professionnel et à garantir une réactivité rapide grâce à des équipes spécialisées chargées du suivi et de la réponse immé-

diante. Elle vise aussi à mettre en avant la lutte des Sahraouis et les violations commises sur le territoire sahraoui occupé.

Le conférencier a proposé, dans ce sens, la création d'équipes chargées de surveiller les rumeurs et les fausses informations, la formation des professionnels des médias sahraouis à la sécurité numérique, l'intégration de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, le développement de plateformes officielles rapides permettant de produire des contenus numériques attrayants capables de rivaliser avec les contenus hostiles, ainsi que le renforcement de la coopération entre les professionnels des médias et le monde universitaire et l'investissement dans le journalisme d'investigation.

Il faut également adopter des approches innovantes, ajoute l'intervenant, pour mettre à nu les violations commises par l'occupant, mettre en lumière le pillage des richesses naturelles sahraouies, souligner la dimension juridique et onusienne de la cause, créer des plateformes sur les réseaux sociaux et produire des contenus dans différentes langues.

RI

LE FUTUR AU PRÉSENT

BIENTÔT UN HÔTEL ENTIÈREMENT ROBOTISÉ EN CHINE

Des robots à la réception, en chambre et en cuisine. Dès 2027, Shenzhen pourrait héberger le premier hôtel entièrement géré par l'intelligence artificielle. Une démonstration technologique spectaculaire qui pousse l'hôtellerie mondiale à réinventer la place de l'humain face à l'automatisation.

Par Yakout Abina

Shenzhen, métropole voisine de Hong Kong, s'apprête à devenir la vitrine mondiale de l'hôtellerie automatisée. Début juin, les sociétés chinoises PuduRobotics et Shenzhen Culture & Tourism Industry Development Co. Ltd (CITD) ont annoncé la construction d'un hôtel entièrement robotisé sur une île artificielle reliée au Shenzhen Zhongshan Link, gigantesque infrastructure routière inaugurée en décembre dernier.

Les promoteurs promettent un établissement où des machines assureront l'accueil, la livraison en chambre, le nettoyage, la restauration et l'assistance aux clients. Une intelligence incarnée, intégrée dans des systèmes physiques, doit permettre la coordination de ces robots. Une démonstration grandeur nature a déjà été réalisée lors de la signature du partenariat. Pour Cong Guo, cofondateur de PuduRobotics, il s'agit d'une étape vers un déploiement à grande échelle de l'hôtellerie robotisée.

Mais les défis techniques restent considérables. « Le plus grand défi n'est pas de construire des robots individuels, mais de faire fonctionner tout un écosystème de manière fluide et coordonnée », souligne Élie Metri, PDG de QSS AI & Robotics. La fiabilité et la sécurité apparaissent comme des conditions essentielles pour des clients qui attendent un



service irréprochable, qu'il soit assuré par des humains ou des machines.

Dans le monde, plusieurs hôtels expérimentent déjà des robots pour des tâches ponctuelles, comme le service en chambre ou l'accueil multilingue. À Las Vegas, l'Otonomus, fondé par Philippe Ziadé, consul honoraire du Liban au Nevada, propose une personnalisation du séjour par l'IA et a mis en service un robot d'accueil parlant une cinquantaine de langues. Mais nulle part l'automatisation n'est totale, l'essentiel des tâches reste confié au personnel humain. Pour Metri, une présence humaine restera indispensable, ne serait-ce que pour gérer les imprévus, les urgences et maintenir une relation authentique avec les clients.

La communication entre robots et voyageurs constitue un autre enjeu. Les promoteurs évoquent des interactions vocales, lumineuses ou gestuelles, mais

restent vagues sur les interfaces concrètes. Les experts misent sur une approche multimodale combinant voix, écrans tactiles, applications mobiles et reconnaissance faciale.

Enfin, l'assurance et la responsabilité juridique s'imposent comme des questions centrales. « Dans un hôtel entièrement en ligne et robotisé, les risques et les dommages potentiels sont décuplés », prévient Roger Zaccar, directeur général de Commercial Insurance. Piratage, défaillances techniques, accidents, autant de scénarios qui nécessiteront des couvertures spécifiques.

Au-delà des défis techniques, l'automatisation interroge directement l'avenir des métiers de l'hôtellerie. Les tâches répétitives – réception, réservation, nettoyage ou service standardisé – sont les premières menacées par la robotisation. Les employés risquent de voir leurs

postes disparaître ou se transformer radicalement.

Les experts évoquent une incertitude professionnelle accrue, un stress lié à la déshumanisation et la nécessité d'une requalification forcée vers des fonctions de supervision, de gestion des imprévus et de médiation émotionnelle. Les métiers de contact humain, centrés sur la relation client, apparaissent plus résilients, mais devront être valorisés et soutenus par des programmes de formation continue.

En visant une ouverture en 2027, Shenzhen pourrait devenir la capitale de l'hôtellerie du futur. Un modèle où la robotique prend en charge la routine, tandis que l'humain conserve l'essentiel avec un rôle centré sur la supervision, la gestion des imprévus et l'accueil personnalisé.

Y.A

TENSIONS SUR LES IA

L'EXÉCUTIF AMÉRICAIN S'INVITE DANS LES TRACTATIONS

Fin juillet, la Maison-Blanche a rencontré les géants américains de l'intelligence artificielle – OpenAI, Anthropic, Google ou Meta – pour leur imposer un examen préalable de leurs futurs modèles. Quelles suites concrètes ? Rien n'a vraiment transpiré de cette réunion, mais ses implications pourraient redéfinir la régulation mondiale de l'IA.

Par Salim Naït Ouguelmim

Conviés à Washington au début du mois d'août, les principaux éditeurs, dont ceux de ChatGPT, Claude, Gemini ou encore Facebook, ont planché sur un accord volontaire de sécurisation des modèles dits « de frontière », soit les plus redoutables du marché. Cette rencontre, menée sous l'égide du directeur national de la cybersécurité, survient presque trois ans après le décret pionnier de Joe Biden en 2023, et un autre, plus timide mais existant, signé par Donald Trump le 2 juin dernier. La volonté est nette : les autorités fédérales veulent désormais inspecter les nouveautés avant quiconque.

L'administration partage les craintes des concepteurs eux-mêmes quant à la fuite des agents d'IA. Alors que les chatbots classiques se bornent à répondre, ces systèmes autonomes agissent et décident selon des consignes : ils naviguent sur le Web, codent, manipulent des fichiers ou enchaînent des tâches sans surveillance humaine continue. L'évasion désigne le moment où un agent outrepassa ses limites en s'accordant des privilèges indus, en neutralisant

des barrières, en se dupliquant sur d'autres machines ou en infectant des infrastructures hôtes. Des incidents récents, lors de tests où des agents ont échappé à leur confinement ou compromis des réseaux, ont motivé cette initiative ; l'un d'eux avait même inséré dans son code des indications pour ses prochaines mises à jour, afin de déjouer les futurs verrous.

Washington saisit donc un enjeu crucial. Un agent hors de son périmètre devient incontrôlable, et ses défaillances peuvent se répandre à grande vitesse dans des systèmes réels. En outre, ses capacités d'intrusion, d'exploitation ou de persistance correspondent exactement à ce qu'un adversaire malveillant rechercherait, rendant ténue la frontière entre incident de laboratoire et arme numérique. Parallèlement, une question de souveraineté s'impose : les modèles de frontière appartiennent à une poignée de firmes privées, seules dépositaires de leurs forces et faiblesses – encore qu'elles en aient une vision floue, puisque l'IA écrit désormais une partie du code des nouvelles versions. Ces systèmes imprègnent l'économie, la défense, le renseignement et des infrastructures vitales. Qu'un État découvre leurs capacités offensives au même moment que le public, voire après un rival étranger, est devenu intolérable politiquement.

D'où le mécanisme évoqué en août : un droit de regard fédéral, pouvant aller jusqu'à trente jours avant la publication d'un modèle, pour évaluer les risques, surtout cybernétiques. L'IA de pointe est ainsi assimilée à un actif stratégique, au même titre que le nucléaire ou l'espace. Le choix de la méthode reste typiquement américain : pas de licence, d'autorisation ni de régulateur répressif, mais un cadre volontaire, négocié directement avec les entreprises. L'administration Trump assume ce contraste avec l'Europe, jugée trop normative et freinant l'innovation face à la

Chine. Dans cette coopération préventive, les laboratoires ouvrent partiellement leurs portes, tandis que l'État évite une législation lourde. Les détails – seuils de capacité, tests ou critères – sont classifiés, révélant la double nature sécuritaire et industrielle de l'exercice.

Symboliquement, c'est un tournant : pour la première fois, les créateurs des IA les plus avancées acceptent un examen gouvernemental sérieux avant diffusion. Si les grands acteurs persévèrent, cette pratique pourrait devenir une norme de fait, imitée ailleurs. La réunion esquisse aussi une doctrine américaine : priorité au dialogue industriel, centralité de la cybersécurité, rejet provisoire de la régulation stricte. Mais un accord volontaire n'a pas force de loi, ni de contrôle indépendant. Une entreprise peut s'en retirer, et l'opacité des critères empêche toute vérification externe. Les firmes ont intérêt à maintenir une régulation légère, ce qui alimente les soupçons de capture réglementaire. On aboutit à une dissuasion réciproque, où chaque partie peut actionner son arsenal – les éditeurs en se libérant du contrôle, le gouvernement en imposant des règles contraignantes.

Le dispositif ne vise que les acteurs américains établis ; les modèles ouverts, les éditeurs étrangers et les nouveaux entrants y échappent. Le vrai basculement interviendra plus tard, si ce cadre débouche sur des critères publics, des audits rigoureux ou une loi fédérale. Alors, la rencontre de Washington sera vue comme fondatrice. Sinon, elle ne sera qu'un épisode de plus dans la longue relation entre la Silicon Valley et le pouvoir. En tout cas, aux États-Unis, le temps où les IA les plus puissantes étaient diffusées à l'insu de l'État est révolu.

S.N.O

ALLIANCE ÉNERGÉTIQUE DURABLE

SONATRACH ET ENI RENFORCENT LEUR ENGAGEMENT ÉCOLOGIQUE

Sonatrach et le groupe italien Eni ont signé lundi à Alger un protocole d'intention consacré à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des hydrocarbures. L'accord prolonge la coopération engagée en 2023. Il prévoit de nouvelles actions concernant le méthane, le torchage et l'efficacité énergétique.

Chaïmaa Sadou

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et le groupe énergétique italien Eni ont paraphé à Alger un protocole d'intention visant à identifier et à promouvoir des initiatives concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier en Algérie. Les deux partenaires entendent s'appuyer sur les meilleures pratiques internationales afin de mieux maîtriser les rejets liés aux activités énergétiques et d'améliorer les performances environnementales des installations.

Ce protocole s'inscrit dans le prolongement d'une coopération amorcée en 2023, lorsque Sonatrach et Eni avaient conclu un premier mémorandum portant sur la réduction et la valorisation du gaz torché ainsi que sur le développement de technologies destinées à limiter les émissions. Les travaux menés depuis ont permis d'identifier des opportunités d'intérêt commun et de concrétiser plusieurs actions, à travers des analyses techniques, des formations et des visites de terrain.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre consiste à limiter les rejets qui contribuent au réchauffement climatique. Parmi eux figurent le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane



(CH₄) et le protoxyde d'azote. Ces gaz retiennent une partie de la chaleur dans l'atmosphère, provoquant une hausse progressive des températures. Dans le secteur des hydrocarbures, leur limitation passe par une meilleure efficacité énergétique, la réduction du torchage, la récupération des gaz et la détection des fuites sur les installations. Le méthane constitue à cet égard un enjeu prioritaire. Principal composant du gaz naturel, il peut s'échapper dans l'atmosphère lors des opérations de production, de traitement ou de transport. Les émissions fugitives, liées aux fuites involontaires sur les équipements, font l'objet d'une surveillance renforcée. Leur détection et leur réparation permettent à la fois de limiter les rejets et d'éviter la perte d'une ressource énergétique précieuse.

Le torchage représente également un axe majeur de cette démarche. Cette pratique, qui consiste à brûler le gaz naturel associé à la production d'hydrocarbures lorsqu'il ne peut être immédiatement récupéré, est source d'émissions. Sa réduction permet non seulement de limiter la pollution, mais

aussi de favoriser une meilleure valorisation du gaz – un enjeu à la fois environnemental et économique pour les opérateurs.

Depuis 2023, Sonatrach et Eni ont déployé un programme structuré associant analyses techniques, formations spécialisées et visites sur le terrain. Plusieurs axes ont été privilégiés : la diminution des émissions fugitives et des mises à l'évent, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la réduction du torchage, ainsi que l'évaluation des possibilités de captage, d'utilisation et de stockage du carbone.

Une campagne de détection et de réparation des fuites, connue sous l'acronyme LDAR, a notamment été menée conjointement. Cette méthode permet de repérer les moindres fuites de gaz sur les installations et de procéder aux réparations nécessaires. Selon Sonatrach, ces campagnes sont désormais réalisées de manière autonome et systématique sur les sites exploités avec Eni, permettant d'intervenir rapidement dès qu'une anomalie est identifiée.

Par ailleurs, une évaluation des

émissions de référence a été réalisée sur six installations algériennes exploitées par les deux partenaires. Cette étape fournit une base de comparaison pour suivre l'évolution des rejets et mesurer l'efficacité des mesures engagées. Elle constitue un outil précieux pour orienter les prochaines actions.

Le nouveau protocole permettra de poursuivre ces travaux tout en explorant de nouveaux domaines. Il prévoit notamment d'étudier des initiatives de captage naturel du CO₂ à travers des projets forestiers. Les écosystèmes forestiers, en absorbant une partie du dioxyde de carbone atmosphérique, peuvent contribuer aux efforts de réduction de l'empreinte carbone.

Eni apporte à cette coopération son expérience dans les hydrocarbures, les énergies renouvelables, le bio-raffinage et l'économie circulaire. Pour Sonatrach, ce partenariat s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue des performances environnementales et d'optimisation de l'utilisation des ressources.

La signature de ce protocole marque ainsi une nouvelle avancée dans la coopération énergétique algéro-italienne. Au-delà de la réduction des émissions, les actions engagées visent une meilleure utilisation des ressources, une limitation des pertes et un renforcement des performances des installations. Elles traduisent la volonté commune de poursuivre l'activité du secteur des hydrocarbures tout en réduisant son impact environnemental.

Cet accord illustre la volonté commune de l'Algérie et de l'Italie de conjuguer énergie et climat. En intégrant innovation technologique et responsabilité environnementale, Sonatrach et Eni démontrent que la transition énergétique peut s'accomplir même dans un secteur stratégique comme les hydrocarbures, ouvrant la voie à une coopération durable et exemplaire.

C.S

L'EUROPE TOUJOURS SOUS LA MENACE DES INCENDIES DU JAMAIS VU !

Après plusieurs semaines de fortes chaleurs, une grande partie de l'Europe reste confrontée à des sols desséchés et à une végétation particulièrement vulnérable aux incendies. Les pompiers poursuivent leurs opérations sur plusieurs fronts, tandis que la solidarité européenne se renforce.

Par Halim Derdar

L'Allemagne a notamment décidé de mettre des moyens aériens à la disposition de la Belgique, confrontée au plus important incendie de forêt jamais enregistré sur son territoire.

En Belgique, la pluie tombée lundi matin apporte une lueur d'espoir aux populations et aux équipes engagées depuis vendredi 14 août contre cet immense feu. Les flammes ont déjà détruit près de 3.000 hectares dans la région des Hautes Fagnes, mais leur progression en direction de l'Allemagne a finalement été stoppée.

Le sinistre continue toutefois de dégager une impressionnante colonne de fumée noire, dont l'odeur est ressentie jusque dans l'ouest de l'Allemagne et le nord-est de la France. Sur le terrain, les secours bénéficient d'un important élan de solidarité. Des agriculteurs remplissent leurs citernes d'eau afin de soutenir les quelque 500 pompiers et militaires mobilisés, tandis que des habitants

apportent des repas et des boissons aux équipes qui combattent les flammes.

Situées à proximité de la frontière allemande, les Hautes Fagnes constituent un secteur boisé et accidenté. La configuration difficile du terrain rend l'accès aux zones touchées particulièrement complexe et complique considérablement les opérations de lutte contre l'incendie.

Face à l'ampleur du sinistre, l'Allemagne a décidé de renforcer son aide. Deux hélicoptères équipés de réservoirs d'eau ont été mis lundi à la disposition des autorités belges. Selon le ministère allemand de la Défense, leur intervention doit débiter immédiatement et s'étendre, dans un premier temps, sur une période de sept jours. Ces appareils viennent renforcer les moyens déjà engagés par la Belgique, auxquels s'ajoutent deux hélicoptères norvégiens ainsi que l'aide apportée par la Suède et les Pays-Bas.

La situation a également conduit les autorités de la ville de Montjoie, connue en Allemagne sous le nom de Monschau, à évacuer dimanche soir une partie de la population afin de protéger les habitants face à l'évolution du feu.

En France, les incendies ont également laissé derrière eux d'importants dégâts. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a été accueilli sous les huées lors de sa visite au Porge, dans le sud-ouest du pays, l'une des communes les plus durement touchées par le mégafeu qui a frappé la région ces dernières semaines. Près de 200 personnes vêtues de noir s'étaient rassemblées devant la mairie alors que le chef du gouvernement devait rencontrer le maire. Quelque 183 maisons ont été détruites par les flammes dans la commune.

Dans les Landes, l'incendie a parcouru près de 1.700 hectares en quelques jours. Les autorités

indiquent désormais que le feu est « fixé », un terme qui signifie que sa progression est contenue, mais pas qu'il est définitivement éteint. Une partie des habitants qui avaient dû quitter leur logement ont néanmoins pu regagner leur domicile dimanche soir.

La Grèce a, elle aussi, payé un lourd tribut. Deux personnes âgées ont perdu la vie après avoir été surprises par les flammes à proximité de leur domicile, dans l'ouest d'Athènes, sur l'île de Salamine. Face au danger, quelque 600 personnes ont été évacuées par voie maritime. Les deux incendies qui sévissaient dans cette zone sont désormais maîtrisés, réduisant la pression sur les secours.

En Espagne, les opérations de lutte contre les feux ont également été endeuillées. Un soldat a été tué dimanche dans le nord-est du pays, en Aragon, alors qu'il participait à une intervention contre un incendie de forêt. Le camion dans lequel il se trouvait a basculé dans un ravin. Quatre autres occupants du véhicule ont été blessés dans l'accident.

Pour faire face à la multiplication des risques, les autorités régionales ont déployé un dispositif exceptionnel. Une centaine de pompiers français participent aux opérations au sol, tandis que des moyens aériens apportent leur soutien aux équipes engagées sur les différents fronts.

De la Belgique au Portugal, en passant par la France, l'Espagne et la Grèce, la succession d'incendies rappelle la vulnérabilité croissante des territoires européens après des épisodes prolongés de chaleur et de sécheresse. Face à des feux capables de se propager rapidement, les secours doivent désormais conjuguer mobilisation massive, moyens aériens et coopération entre pays pour contenir les flammes et protéger les populations.

H.D

ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA AU CAMEROUN

PLUS DE 1 000 CAS ET 28 DÉCÈS
DEPUIS MI-JUILLET

L'épidémie de choléra continue de progresser dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Depuis la mi-juillet, plus de 1 000 cas et 28 décès ont été enregistrés. Les autorités sanitaires renforcent les moyens de lutte dans plusieurs districts, avec l'aide de Médecins Sans Frontières.

Par Hamida Indja

Dans cette région, les responsables de la santé intensifient les secours dans plusieurs zones, notamment à Mora, Fotokol, Mada, Makary et Kolofata. Ils bénéficient du soutien de l'organisation Médecins Sans Frontières.

À l'hôpital de la zone de Mora, les équipes médicales travaillent directement sur le terrain. Chaque jour, elles prennent en charge les patients suspects dans un centre de traitement spécialisé. Amine Ozong Kavaye, le responsable de ce centre à Mora, explique que la situation exige une grande vigilance.

« Nous avons reçu notre premier patient le 18 juillet, un enfant de trois ans originaire du village d'Aïssa. À ce



jour, nous avons enregistré 25 cas au total. Parmi eux, neuf ont eu un test rapide négatif, et un patient est décédé. En moyenne, un ou deux patients arrivent chaque jour, et deux personnes sont actuellement hospitalisées », précise-t-il.

Le responsable ajoute que le centre est conçu pour éviter la transmission de la maladie. « Nous disposons de trois grandes tentes. La première accueille tous les patients suspects pour effectuer le test. Si le test est positif, le patient est immédiatement

transféré dans la tente d'hospitalisation pour recevoir les soins appropriés. »

Mais la lutte contre le choléra ne se limite pas aux soins. La prévention joue également un rôle essentiel. À Mora, des relais communautaires parcourent les quartiers pour sensibiliser la population aux règles d'hygiène et d'assainissement. Didjatou Bouba, relais communautaire, souligne l'importance de ce travail.

« Nous expliquons aux gens les dangers de la défécation en plein air.

Nous leur rappelons de veiller à la propreté de leur corps et de leur environnement. Le choléra est une maladie mortelle. Les habitants se souviennent des ravages causés par les épidémies passées. Aujourd'hui, quand nous parlons du choléra, tout le monde est beaucoup plus attentif », témoigne-t-elle.

Cette mobilisation se déroule dans des conditions difficiles. Plusieurs localités de l'Extrême-Nord souffrent d'un accès limité à l'eau potable et de conditions d'hygiène précaires, ce qui accroît les risques de propagation.

Les autorités sanitaires espèrent endiguer la progression de la maladie avant le début de la saison des pluies, période qui favorise généralement la transmission du choléra.

Le choléra se propage plus facilement lorsque l'hygiène corporelle et environnementale est insuffisante. Plusieurs facteurs contribuent à la transmission, tels que le manque d'eau potable, la contamination de l'eau, l'absence de latrines, la défécation en plein air et une mauvaise gestion des déchets. De plus, les fortes pluies et les inondations peuvent souiller les sources d'eau. C'est pourquoi, pour prévenir le choléra, il est crucial de garantir l'accès à une eau propre, d'utiliser des toilettes adéquates, de respecter les règles d'hygiène et de sensibiliser efficacement la population à ces pratiques.

H I

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ
LANCEMENT DE LA DEUXIÈME PHASE DE LA CAMPAGNE DE
SENSIBILISATION

La Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Oran a lancé la deuxième phase de la campagne nationale de sensibilisation à l'importance de la rationalisation de la consommation d'énergie électrique, placée sous la supervision du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables et en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, sous le slogan " Rationaliser notre énergie, c'est garantir notre avenir ", a-t-on appris auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz.

Selon un communiqué de la même société, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran, en coordination avec l'Office des établissements de jeunesse relevant de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, organise une série d'activités de sensibilisation au niveau des établissements de jeunesse de la wilaya, les 16, 17 et 18 août.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la culture de la rationalisation de la consommation d'électricité, notamment auprès des jeunes, à travers la vulgarisation de comportements et de pratiques simples et efficaces



permettant de réduire la consommation énergétique inutile et de préserver la stabilité du réseau électrique, tout en ancrant une culture de l'utilisation rationnelle et durable de l'énergie.

Le programme comprend des séances et cours

de sensibilisation, ainsi que des rencontres d'information au profit des usagers des établissements de jeunesse, au cours desquels sont prodigués des conseils et orientations pratiques sur l'utilisation optimale des appareils électriques et les moyens d'éviter la surconsommation, particulièrement durant les périodes de pointe de la demande en électricité.

La campagne accorde également une importance particulière à la sensibilisation aux comportements quotidiens susceptibles de contribuer à réduire le gaspillage énergétique, notamment l'utilisation optimale des appareils électriques et l'évitement de la mise en marche d'équipements non indispensables durant les périodes de pointe.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la deuxième phase de la campagne de sensibilisation, tandis que la troisième phase est prévue les 1er, 2 et 3 septembre prochains, afin de poursuivre le programme de sensibilisation et d'élargir sa portée à travers les différents établissements de jeunesse de la wilaya d'Oran.

R.S

NAUFRAGE D'UN FERRY AU ZIMBABWE
LE BILAN S'ALOURDIT
À 92 MORTS

Le bilan du naufrage d'un ferry survenu mardi sur le lac Kariba, au Zimbabwe, s'est encore alourdi, à 92 morts, a annoncé lundi la police après les repêchages de huit corps supplémentaires.

L'embarcation surchargée s'est retournée lors d'un épisode de mauvais temps et de fortes vagues, sur cette immense étendue d'eau séparant le Zimbabwe de la Zambie.

"Le bilan de l'accident de bateau de l'Agence de développement des infrastructures rurales de Kariba (Rida)

s'élève désormais à 92 morts, après la récupération de huit corps dans le lac Kariba", a indiqué la police zimbabwéenne dans un communiqué.

Un précédent bilan faisait état de 84 morts.

Le navire n'avait qu'une capacité de 90 passagers d'après les autorités. En plus des 92 corps repêchés, 77 personnes avaient été secourues dans les premières heures suivant le naufrage, avait annoncé la sécurité civile locale.

R.S

DERNIERS INCENDIES DE TIZI
OUZOU
DÉBUT DE L'INDEMNISATION
DES VICTIMES

Les victimes des derniers incendies ayant touché la wilaya de Tizi-Ouzou sont invitées à se rapprocher de leur commune pour recevoir les notifications d'indemnisation, annonce lundi un communiqué de la wilaya.

L'opération de recensement et d'évaluation des pertes occasionnées par les derniers incendies, entamée en juillet dernier par des commissions de daïra, a été finalisée et approuvée par la commission de wilaya installée à cet effet, ajoute la même source.

L'ensemble des responsables et services de la wilaya ont été, pour rappel, mobilisés dans le cadre de cette opération de recensement, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Plusieurs localités de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été touchées par des incendies ayant causé des pertes matérielles.

R.S

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE REÇOIT LE TROPHÉE "FAIR PLAY TEAM" DU TOURNOI

La sélection algérienne féminine de football a reçu, dimanche soir, le trophée "Fair Play Team", récompensant l'équipe la plus fair-play de la Coupe d'Afrique des Nations 2026.

C'est la capitaine de la sélection nationale, Sofia Guellati, qui a reçu cette distinction au nom de l'ensemble de ses coéquipières, à l'issue de la compétition. Cette récompense vient saluer le comportement exemplaire des joueuses algériennes tout au long du tournoi, aussi bien sur le terrain qu'en dehors, couronnant ainsi leur

parcours historique de cette CAN-2026. La sélection algérienne féminine a réalisé une double performance historique en décrochant la médaille de bronze et en validant, dans la foulée, son billet pour la phase finale de la Coupe du monde 2027 au Brésil.

RS



JEUX MÉDITERRANÉENS TARENTE-2026

LES NAGEURS ALGÉRIENS PEAUFINENT LEUR PRÉPARATION

La sélection nationale de natation poursuit sa préparation intensive en prévision des prochaines échéances sportives, dont les Jeux méditerranéens de Tarente-2026 (21 août - 3 septembre), en effectuant un stage au Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires de Ben Aknoun (Alger), a indiqué lundi la Fédération algérienne des sports aquatiques. Selon un communiqué de la Fédération publié sur ses réseaux sociaux, ce stage vise à renforcer la préparation physique et technique des nageurs à travers un programme d'entraînement intensif destiné à élever le niveau de compétition et à améliorer les perfor-

mances, en prévision des prochaines échéances internationales. Quatre nageurs prennent part à ce stage, Abdellah Arjoun, Farès Ben Zidoun, Mehdi Charaf Eddine Ben Fekih et Ramzi Chouchar. Les nageurs poursuivent leur entraînement dans une ambiance marquée par la discipline et la concentration, avec une grande détermination à atteindre le meilleur niveau de préparation, souligne la même source. Les deux autres nageurs algériens retenus pour les Jeux Méditerranéens 2026, Jaouad Syoud et Amel Melih rallieront directement la ville de Tarente (Italie), précise l'instance fédérale. La préparation se déroule sous la conduite de l'entraîneur national Bou-

chendouka Mouloud, qui travaille avec le staff technique à l'élaboration d'un programme d'entraînement adapté aux objectifs de la sélection et à la nature des prochaines échéances. La sélection nationale de natation compte sur cette phase préparatoire pour élever son niveau de préparation et réaliser les meilleurs résultats et performances, permettant ainsi aux nageurs algériens de rivaliser pour les premières places et de monter sur les podiums, tout en défendant dignement les couleurs nationales lors des compétitions internationales, conclut le communiqué.

RS

JUDO / JEUX MÉDITERRANÉENS 2026

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE EN STAGE À VALENCE

La sélection algérienne de judo (seniors messieurs et dames), a entamé lundi un stage international à Valence (Espagne), intitulé "Valencia International Training Camp", qui se poursuivra jusqu'au 22 août, en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de judo (FAJ).

Dans un communiqué publié sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, l'instance fédérale a précisé que cette participation s'inscrit dans le cadre du programme de préparation de la sélection nationale en prévision des Jeux méditerranéens Tarente 2026, prévus en Italie du 21 août au 3 septembre.

Ce regroupement constitue une importante étape préparatoire pour les judokas algériens, à travers un programme d'entraînement intensif et des séances d'opposition avec plusieurs athlètes prenant part à ce rassemblement international, selon la même source.

Le staff technique national entend ainsi parachever la préparation et permettre aux athlètes d'atteindre leur meilleur niveau de forme avant le rendez-vous méditerranéen, ajoute la FAJ.

La sélection nationale, composée de 12 judokas (7 messieurs et 5 dames), est encadrée par le duo d'entraîneurs Iliès Saker et Abdessamad Mazari.

Liste des judokas : Messieurs : Younes Ben Laribi (-60 kg), Kaïs Moudetere (-66 kg), Messaoud Dris (-73 kg), Abdesselam Belbelhout (-81 kg) et Oussama Kabri (-90 kg), Zakaria Benatia (-100 kg), Mohamed Mehdi Lili (+100 kg) Dames : Rahma Ghalima (-48 kg), Anaïs Guebli (-52 kg), Amina Berrahoual (-57 kg), Yasmine Djellab (-63 kg) et Dihya Benchallal (+78 kg).

RS

MONDIAUX 2026 DE GYMNASTIQUE ARTISTIQUE (DAMES)

L'ALGÉRIE OFFICIELLEMENT QUALIFIÉE POUR LE RENDEZ-VOUS DE ROTTERDAM

La sélection algérienne seniors dames de gymnastique artistique a officiellement décroché sa qualification aux Championnats du monde 2026, prévus à Rotterdam (Pays-Bas) du 17 au 25 octobre prochains, selon la liste définitive des équipes qualifiées publiée par la Fédération internationale de gymnastique (FIG). L'Algérie figure ainsi parmi les 24 nations retenues pour le concours par équipes féminin de cette prestigieuse échéance mondiale, aux côtés notamment des Etats-Unis, du Brésil, de la Chine, de la Grande-Bretagne, de la Russie et des Pays-Bas, pays hôte de la compétition. Cette qualification vient récompenser la progression constante de la gymnastique artistique algérienne, portée notamment par la championne olympique Kaylia Nemour, qui s'était

une nouvelle fois illustrée lors des Championnats d'Afrique 2026 disputés en avril dernier à Yaoundé (Cameroun). Lors de cette 19e édition continentale, la sélection algérienne seniors, dames avait largement remporté la compétition, confirmant sa montée en puissance sur la scène africaine. Chez les dames, les "Fées Vertes" avaient dominé la compétition par équipes, devant notamment l'Afrique du Sud et l'Egypte, grâce en particulier aux performances de Kaylia Nemour et Djena Laroui. Nemour avait notamment remporté le concours général individuel avec un total de 56,498 points, avant de décrocher deux nouvelles médailles d'or lors de la dernière journée, à la poutre (14,166 points) et au sol (13,100 points).

La qualification pour les Mondiaux de Rotterdam constitue ainsi une nouvelle étape dans la progression de la gymnastique artistique algérienne, qui ambitionne désormais de confirmer sa place parmi les nations montantes de la discipline à l'échelle internationale.

Les équipes qualifiées pour les Mondiaux-2026 (féminin) :

Afrique : Algérie.
Amériques : Etats-Unis, Brésil, Canada, Argentine, Mexique.
Asie : Chine, Japon, Corée du Sud, Corée du Nord.
Océanie : Australie.
Europe : Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Pays-Bas, Espagne, Belgique, Russie, Ukraine, Suisse, Roumanie, Suède, Bélarus.

RS

COUPE DU MONDE FÉMININE 2027

FOOT/ MONDIAL-2027 FÉMININ

LE TIRAGE AU SORT DU TOURNOI DE BARRAGE FIXÉ AU 20 AOÛT À ZURICH

Le tirage au sort de la phase préliminaire du Tournoi de barrage de la Coupe du Monde féminine 2027 aura lieu jeudi 20 août au siège de l'instance mondiale à Zurich, à partir de 14h00 (heure locale), (13h00 algérienne), a annoncé la FIFA sur son site officiel. Cette opération permettra de déterminer la répartition des six équipes engagées dans cette phase, à savoir le Chinese Taïpei et l'Ouzbékistan pour l'AFC, l'Afrique du Sud et le Ghana pour la CAF, l'Equateur pour la CONMEBOL et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour l'OFC, précise l'instance internationale. Les six sélections seront réparties en trois chapeaux sur la base du classement mondial féminin de la FIFA du 16 juin 2026. Le chapeau 1 sera composé du Chinese Taïpei et de l'Ouzbékistan, le chapeau 2 de l'Afrique du Sud et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, tandis

que le Ghana et l'Equateur figureront dans le chapeau 3. Conformément à la procédure de tirage, les équipes d'une même confédération ne pourront pas être opposées. Chaque sélection disputera trois rencontres durant la phase préliminaire, prévue pendant la fenêtre internationale du 24 novembre au 5 décembre 2026. Les deux premières équipes au classement se qualifieront pour la phase finale du tournoi de barrage. Elles rejoindront quatre équipes directement qualifiées pour cette phase finale, à savoir deux représentants de la Concacaf, le Venezuela pour la CONMEBOL et une sélection de l'UEFA. La phase finale, prévue du 23 février au 6 mars 2027, se disputera sous forme de matches à élimination directe et attribuera les trois dernières places pour la Coupe du Monde féminine 2027. La FIFA a également indiqué que le calendrier

des matches de la Coupe du Monde féminine 2027 sera dévoilé lors du même événement à Zurich. La première version du calendrier permettra notamment de connaître les affiches programmées dans les huit stades retenus ainsi que les villes où le Brésil, pays hôte, disputera ses matches de la phase de groupes. Pour rappel, la sélection algérienne a validé son ticket pour la Coupe du monde 2027 au Brésil pour la première fois de leur histoire, en battant samedi dernier la Côte d'Ivoire (2-1), en demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN2026.. La Coupe du Monde féminine 2027 se déroulera au Brésil du 24 juin au 25 juillet 2027. Cette dixième édition sera la première de l'histoire de la compétition organisée en Amérique du Sud.

RS

PATRIMOINE ÉCRIT EN PÉRIL

SAUVEGARDE NUMÉRIQUE DES TRÉSORS MANUSCRITS D'ORAN

Depuis hier lundi et jusqu'à demain mercredi, une mission scientifique sera conduite à Oran par une unité de recherche dépendant du Centre national des manuscrits et de ses antennes de Tlemcen.

Par Yousra Dali

Cette opération, annoncée par un communiqué officiel, vise l'examen et la conversion en format numérique de 90 manuscrits précieux issus d'une collection particulière parmi les plus remarquables de l'Ouest algérien. Selon la même source, cette collection privée rassemble plus de 90 ouvrages manuscrits couvrant divers champs du savoir et des sciences, dont plusieurs pourraient avoir été rédigés directement par leurs auteurs, ce qui renforce considérablement leur intérêt historique et scientifique. Les pièces de ce fonds seront soumises à des analyses et des investigations poussées, dans le but de



conserver, d'inventorier et de numériser ce legs manuscrit. Cette démarche s'inscrit dans la politique menée par le Centre national des manuscrits et ses annexes, en collaboration avec les détenteurs de manuscrits à travers tout le territoire, pour sauvegarder et mettre à l'abri le patrimoine manuscrit national contre

toute altération ou perte. Durant cette intervention, l'équipe spécialisée entreprendra une exploration détaillée du contenu de la collection, évaluera l'état physique des documents, procédera à leur dépoussiérage et à leur réorganisation, avant d'engager leur numérisation selon les règles techniques actuellement en vi-

gueur. La création de copies numériques permettra de protéger ce fonds culturel et scientifique contre les dangers de dégradation ou de disparition, tout en offrant un accès aisé aux chercheurs et aux passionnés, sans manipuler les supports originaux. L'initiative comporte également un recensement complet du fonds et un catalogage des manuscrits suivant des approches scientifiques contemporaines, en vue de leur répertoire et d'incorporer leurs données dans la carte nationale des collections manuscrites que le Centre est en train d'élaborer. Ce projet à l'échelle nationale a pour objectif de localiser et de décrire les fonds manuscrits présents dans les diverses zones du pays, qu'ils soient gardés dans des établissements publics ou possédés par des individus, afin d'établir une base de données nationale sur ce patrimoine culturel et sur ses lieux de conservation.

Y.D

DÉCÈS DU COMÉDIEN ABDELAZIZ GUERDA

Le comédien et metteur en scène, Abdelaziz Guerda, est décédé, lundi à l'hôpital de Sidi Ghilès à Tipaza, à l'âge de 79 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de l'Association artistique de cinéma "Lumières". Le défunt a laissé derrière lui une riche carrière artistique, marquée par plusieurs décennies d'engagement et de contribution à l'enrichissement du théâtre, du cinéma et de la production télévisuelle algériens. Né le 2 décembre 1946 à Alger, Abdelaziz Guerda a entamé sa carrière artistique dès son jeune âge, avant de poursuivre des études à l'Institut national d'Art dramatique et chorégraphique (INADC) de Bordj El-Kiffan, actuellement Institut supérieur des métiers des Arts du spectacle (ISMAS). Son parcours artistique a débuté au Théâtre national algérien (TNA), où il a pris part à de nombreuses productions, avant de rejoindre l'univers du cinéma et de la télévision, élargissant ainsi son éventail de compétences artistiques.

Ayant été distribué dans nombre de pièces appartenant au registre du Théâtre universel, Abdelaziz Guerda a également été distribué dans plusieurs productions du TNA, entre adaptations et pièces du théâtre populaire, à l'instar de "Slimane El Louk" et "Mir Ou Rabbi kbir". Au cinéma, il a notamment participé à des œuvres telles que "Hassan Taxi", "Charaf El-Kabila", "Morituri" et "Serkadji", ainsi qu'à plusieurs productions télévisuelles, entre sitcoms, séries et feuilletons, à l'instar de "Nass Mlah City", "Azraê yenbet", "Binatna", "Rendez-vous avec le destin", "Bin El Bareh Ouel Youm", "Dar El Bahdja" et "Le Sultan Achour 10". Son parcours est allé au delà de l'interprétation, avec quelques mises en scène qu'il avait assurées, consacrant ainsi, une longue carrière au service de l'art et du théâtre algériens. L'enterrement aura lieu lundi après-midi au cimetière d'El Kettar à Bab el-Oued.

RC

JOURNÉE NATIONALE DE LA POÉSIE DIVERSES ACTIVITÉS CULTURELLES ORGANISÉES DANS LE SUD-EST DU PAYS

Diverses activités culturelles et artistiques ont été organisées lundi dans les wilayas du sud-est du pays dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la poésie, le 17 août de chaque année. Animées par une pléiade d'hommes de lettres et de poètes, versés dans divers genres poétiques, ces activités ont donné lieu à la tenue, à la bibliothèque principale de lecture publique Cheikh El Bachir-El Ibrahimy de Laghouat, de manifestations culturelles tendant à mettre en valeur l'importance de la poésie sur la scène culturelle et sa mission dans la préservation de la mémoire et la consolidation de l'identité nationale. Dans ce cadre, la directrice de la bibliothèque, Sarah Kaddouda, a indiqué que le programme commémoratif prévoit une série d'activités, notamment des communications traitant des thèmes et questions en relation avec la poésie et sa place en tant que mémoire vive et identité vibrante, en plus du développement de la poésie à l'ère de la modernité.

Outre des récitals poétiques alliant genre Façih (traditionnelle) et Melhoun, conférant plus de création à la rencontre et traduisant le riche répertoire poétique et littéraire en général, cette journée a donné lieu également à l'organisation d'une exposition de livres et d'une vente-dédicace de certains ouvrages dans un contexte de débat littéraire et d'échange entre auteurs et lecteurs. La célébration de cette journée a été également marquée par l'animation, à Ghardaïa, de communications littéraires afférentes à la place de la poésie algérienne, de concours culturels et de visites et réceptions en l'honneur d'éminents aèdes de la région. Dans la wilaya d'El-Meghaier, la bibliothèque publique Chahid Aïssa-Djarouni, a servi de cadre à une communication "La poésie algérienne, position, langue et mutations", en présence d'hommes de lettres, de poètes, d'universitaires et d'un nombreux public.

RC

MASCARA LANCEMENT DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU SALON DU LIVRE DE POÉSIE ALGÉRIENNE À MOHAMMADIA

La première édition du Salon du livre de poésie algérienne a débuté lundi à la bibliothèque publique de lecture Chahid Brahim-Abdelkader de Mohammadia (wilaya de Mascara), à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la poésie, qui coïncide avec le 17 août de chaque année.

Organisée à l'initiative de cet établissement culturel, la manifestation comprend l'exposition d'un ensemble d'ouvrages consacrés à l'histoire de la poésie algérienne, ainsi que des recueils de poètes algériens, à l'instar de "Irtihalat al-chiir fi al-zaman wa al-makan" de Trad Koubaïssi, "Sada al-ihsas" d'Adel Lakam et "La poésie face au colonisateur" de Kifah Djarar. Un espace est également consacré, durant les six jours que dure le salon, à la présentation, à travers des affiches, dépliants et brochures, des parcours de plusieurs poètes algériens de renom, notamment Moufidi Zakaria, Ahmed Reda Houhou et Mohamed Laïd Al-Khalifa. La première journée de cette manifestation a enregistré une affluence notable de jeunes passionnés de poésie de la ville de Mohammadia, ainsi que la présence de plusieurs poètes de la wilaya de Mascara, parmi lesquels Ben Othmane Abdelkader et Mekhfi Meziane. En marge du salon, un concours de la meilleure poésie consacrée à la glorieuse Révolution de libération a été organisé au profit des enfants et des jeunes adhérents de la bibliothèque. Un atelier consacré à l'histoire de la poésie algérienne, animé par un chercheur spécialisé en littérature algérienne, est également au programme, selon les organisateurs. Cette manifestation vise à faire connaître la poésie algérienne et ses figures emblématiques, à mettre en valeur sa dimension littéraire, historique, intellectuelle, sociale et culturelle, ainsi qu'à célébrer la Journée nationale de la poésie, a-t-on indiqué.

RC

NOTRE ÉPOQUE

VOUS AVEZ DIT «DÉMOCRATIE»?

(3/6)

Ainsi, dans les régimes qui se disent démocratiques, non seulement il n'y a aucune démocratie, mais la souveraineté populaire n'y est affirmée que pour être dévoyée. Elle l'est même doublement.

Par Bruno Guigue

À travers le mécanisme de la représentation, tout d'abord, qui dépossède le simple citoyen au profit de la classe dirigeante. Mais surtout à travers une dépossession plus profonde : celle qui tient à la structure même de la société, aux rapports de classes qui la déterminent. Non seulement les représentants usurpent le pouvoir issu de la volonté populaire, mais ils se contentent généralement de faire de la représentation au profit des détenteurs du capital. Car la société, contrairement à ce que dit le libéralisme, n'est pas composée d'individus dotés des attributs formels de la liberté et de l'égalité. C'est un tissu de relations concrètes entre des personnes auxquelles la division du travail assigne une place singulière. La société, dans sa structure même, est définie par des rapports sociaux soumis à la division fondamentale entre possédants et non-possédants. Et les riches, parce qu'ils détiennent le capital social, ont des moyens d'influer sur le pouvoir politique dont Benjamin Constant avait compris la redoutable efficacité, lorsqu'il décrivait, pour s'en réjouir, la domination de l'argent-roi derrière le paravent du régime représentatif.

L'OLIGARCHIE LIBÉRALE

On a beau l'appeler «démocratie», le régime politique des pays occidentaux est donc «une oligarchie libérale», écrit à juste titre Cornelius Castoriadis dans *La montée de l'insignifiance*. On y chercherait en vain l'exemple de ce qu'est un citoyen responsable, «capable de gouverner et d'être gouverné», comme disait Aristote. Sans doute il y subsiste, résultat de longues luttes antérieures, des libertés significatives. Mais «dans la réalité social-historique effective du capitalisme contemporain, ces libertés fonctionnent de plus en plus comme simple complément instrumental du dispositif maximisateur des jouissances individuelles». Dans les sociétés occidentales ou occidentalisées, cette apologie de l'individu tourne à vide, elle se déploie dans l'insignifiance. «L'individu libre, souverain, autarcique, substantiel, n'est guère plus, dans la majorité des cas, qu'une marionnette accomplissant spasmodiquement les gestes que lui impose le champ social-historique : faire de l'argent, consommer et jouir, s'il y arrive. Il est supposé libre de donner à sa vie le sens qu'il veut, mais ce sens se réduit à l'augmentation indéfinie de la consommation : son «autonomie redevient hétéronomie», son «authenticité conformisme généralisé».

La montée de l'insignifiance, pour Castoriadis, représente la trahison d'un héritage qui distinguait depuis des siècles le monde occidental. Chaque forme de société, en effet, est une



création particulière. Parmi ces créations, l'homme a fait naître «l'idée d'autonomie, de retour réflexif sur soi, de critique et d'autocritique». Or cette invention radicale a fait éclater le schéma traditionnel des sociétés closes sur elles-mêmes qui constituaient l'écrasante majorité des formes de vie sociale. Dans «la masse historique immense des sociétés hétéronomes», écrit l'auteur, «une rupture» survient à deux reprises au cours de l'histoire : la Grèce ancienne et l'Europe médiévale. Dans les deux cas, s'annonce «la reconnaissance du fait que la source de la loi est la société elle-même, que nous faisons nos propres lois», ce qui implique «la possibilité de mettre en cause l'institution existante de la société, qui n'est plus sacrée, ou en tout cas plus sacrée de la même façon». C'est cette «rupture de la clôture de la signification instaurée dans les sociétés hétéronomes» qui instaure simultanément «la démocratie et la philosophie». Il y aurait donc une double exception, grecque et occidentale, à la règle quasi universelle de l'hétéronomie constitutive des sociétés humaines.

Sans méconnaître les innovations majeures dont la Grèce et l'Occident ont été les forces motrices, on peut se demander si Castoriadis n'a pas tendance à idéaliser cet héritage, quitte à passer sous silence les apports du reste de l'humanité. «La démocratie consiste en ceci que la société ne s'arrête pas à une conception de ce qu'est le juste, l'égal ou le libre donnée une fois pour toutes, mais s'institue de telle sorte que les questions de la liberté, de la justice, de l'équité et de l'égalité puissent toujours être reposées dans le fonctionnement normal de la société»⁸. Sans doute, mais toute société où les fondements de la légitimité sont passibles d'une réflexion critique devrait alors appartenir à cette catégorie. La pensée orientale ne témoigne-t-elle pas à son tour d'une capacité universelle de l'esprit humain à interroger la politique ? Dans le monde chinois, les conditions d'attribution du pouvoir font l'objet d'une intense réflexion à partir du VI^e siècle avant notre ère, avec Confucius et Mencius, jusqu'à Wang Fuzhi et aux contestataires de l'ordre mandchou au XVII^e siècle, sans parler de la révolte des

Taiping (1850-1864) qui constitue le plus grand soulèvement populaire de l'histoire humaine. Innombrables, les insurrections paysannes et les théories politiques qui ont émaillé leur civilisation illustrent la capacité des Chinois à interroger les notions du juste et de l'injuste : manifestement, ils n'ont pas attendu les Grecs ou les Européens pour le faire.

Quand Cornelius Castoriadis, en outre, évoque la mise en question des valeurs établies, sous le régime démocratique, comme participant «du fonctionnement normal des sociétés», c'est accorder à ce régime politique une propension à la tolérance dont l'histoire montre les limites. La répression du mouvement ouvrier n'a jamais été aussi sanglante en France qu'en 1848 et 1871, c'est-à-dire au lendemain de la proclamation de la République et de l'instauration du suffrage universel. De plus, l'idée que les sociétés humaines aient été figées dans leur immobilité jusqu'au jaillissement miraculeux du génie gréco-occidental ne repose sur aucun fondement. Car toute société humaine traversée par la division sociale porte le germe de sa propre mise en cause. Dès que la répartition des rôles sociaux s'opère selon une ligne de partage entre le haut et le bas, la contestation de cette hiérarchie instituée entre dans le champ du possible. Certes la classe dominante emploie la force et la persuasion pour en conjurer le péril, toutes les ressources de l'idéologie sont mobilisées pour justifier l'ordre social, mais il n'y a aucune société humaine qui n'ait connu des révoltes ou des révolutions, que ce soit sous forme de jacqueries paysannes, de mouvements millénaristes ou d'insurrections prolétariennes.

LA DÉMOCRATIE AUX MARGES ?

Anthropologue anarchiste, David Graeber soutient à son tour que le véritable sens de la démocratie réside dans un processus ouvert de discussion publique où les communautés humaines prennent en charge leurs propres affaires. Or ces pratiques, selon lui, existent à peu près partout dans le monde et ne constituent nullement une spécificité du monde occidental. Les communautés rurales africaines ou brésiliennes sont aussi démocratiques, voire davantage, que

les sociétés modernes qui prétendent en détenir le privilège. Contre Samuel Huntington qui affirme que seule la civilisation occidentale est démocratique parce qu'elle a une tradition pluraliste, Graeber rappelle que la Chine et l'Inde ont connu au cours de leur histoire un pluralisme religieux inconnu de l'Occident. Les sociétés asiatiques se caractérisaient par une variété déconcertante d'ordres monastiques, de sociétés secrètes et de groupes professionnels, et «aucune d'entre elles n'a égalé l'Occident dans les divers moyens qu'il a employés pour imposer l'uniformité, qu'il s'agisse des guerres d'extermination contre les hérétiques, de l'Inquisition ou de la chasse aux sorcières». Il était tout à fait courant, en revanche, «qu'un fonctionnaire de la Cour sous la dynastie Ming soit taoïste dans sa jeunesse, confucéen à l'âge adulte et bouddhiste à la fin de sa carrière. Il est difficile de trouver quoi que ce soit de comparable en Occident, même aujourd'hui».

Comme le souligne à juste titre David Graeber, l'idée que la démocratie a été inventée à Athènes est une idée fausse. Les pratiques démocratiques ont largement précédé la Grèce antique. De plus, elles ont pour caractéristique d'organiser la discussion publique dans des situations où «des communautés humaines règlent leurs propres affaires hors de portée de l'État». La démocratie n'est pas un régime politique, c'est un terrain d'innovation sociale. «L'absence du pouvoir d'État y rend possible soit «une forme de processus consensuel» soit «un système de vote majoritaire». Les innovations démocratiques ont tendance à émerger des «zones d'improvisation culturelle», c'est-à-dire «des espaces placés hors du contrôle des États, dans lesquels des personnes nourries de traditions différentes sont obligées d'imaginer des moyens pour régler leur vie commune». Ce sont «les communautés des frontières à Madagascar, les bateaux de pirates, les communautés de commerçants de l'océan Indien, les confédérations amérindiennes».

B.G (À SUIVRE...)

DES FAITS ET DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

F
E
N
R
E
T
N
I



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'ÉMÉRITE MAAZOUZ BOUADJADJ

Que d'artistes tombés dans les méandres de l'oubli alors que tout le mérite leur revient d'avoir défriché le terrain..

Maazouz Bouadjadj est un brillant interprète de chaâbi. Il est né le 16 janvier 1935 à Mostaganem. Aîné de neuf enfants, fils de M'hamed, un petit commerçant il fera ses études primaires à l'école Condorcet avant d'obtenir, en 1948, son certificat d'études. A huit ans,

Maazouz Bouadjadj découvre, sur les genoux de son père, les joies qui entouraient les orchestres les soirs de mariages. C'est de cet âge que datera son goût pour la musique, le chant et son admiration pour les cheikhs de l'époque, comme Belkacem Ould Said et Abderrahmane Benaïssa, dont il sera plus tard l'élève. A quatorze ans, il se met à apprendre à Jouer de la flûte que son oncle paternel Mekki, tourneur à Paris chez Renault, fabriquait à partir de tubes de fer.

Maazouz Bouadjadj rentre, en 1948: comme commis à la pharmacie Viale avec un contrat d'apprentissage de trois années pour devenir préparateur en pharmacie. Métier qu'il exercera jusqu'en 1964, A dix-sept ans, il crée un petit orchestre pour animer les mariages, avec les musiciens Hamou Bensmaïn, Kaïd Benhenda et Bensabeur Belmoulouka, En 1956, il rejoint la grande troupe d'El Masrah, dirigée par Abdelkader Benaïssa, un enseignant. Il y a là, Ould Abderrahmane Kaki, dramaturge et metteur en scène, le chanteur et musicien Mohamed Tahar et le comique Ahmed Benaceur.

Héritier d'une tradition inaugurée par le Cercle du Croissant et l'Association culturelle Es-Syidia, et ce depuis plusieurs dé-



cennies, cette troupe se produisait à travers tout le pays, notamment lors des saisons artistiques des opéras d'Oran et d'Alger. Offrant des spectacles de musique et de théâtre, elle avait aussi parfois comme têtes d'affiche cheikh Hamada et cheikha Remiti...

En 1961, Bouadjadj est arrêté pour ses activités militantes au sein du FLN et interné dans les camps de Aïn Tedelès et Sidi Ali, dans la région de Mostaganem. A l'indépendance, il fonde son orchestre chaâbi avec Abdelkader et Belhadjine Belahouel, Djilali Benkaabouche et Medjoub Benkheira...

En 1964, il fait une tournée en Europe avec la troupe de Ould Abderrahmane Kaki pour lequel

il compose les musiques de avant théâtre et Afrique An 1.

A seize ans, l'adolescent Maazouz Bouadjadj chantera sa première Qacida, celle d'El Achiqa du cheikh El Mekki El Fassi que lui confiera, pour le mettre à l'épreuve, le Cheikh Abderrahmane relaissa. Ce dernier? qui vivait dans le quartier populaire de Tidjitt, interprète de chaâbi, de hawzi et de m'gharbi, était souvent sollicité, pour des textes, par les cheikhs El-Anka, Hadj M'Rizek et Hadj Ménouer. Bouadjadj, qui a vécu également à Tidjitt au quartier de la Carrière, fréquentait aussi les cheikhs Menouer Ould Yekhllef, un ami de Hamada, Ali Benkoula, Tidjini Berrezam et le cheikh Lazoughli qui fut égale-

ment musicien du cheikh Belkacem Ould Said.

Une grande rencontre va marquer sa vie et son art. Celle avec le cheikh Hamada qu'il fréquentera assidûment à partir de 1964. Attentif, perspicace, encourageant? Hamada lui corrigera et lui expliquera le sens parfois caché d'un mot, d'un vers, d'une qasida. L'interprète qui a dans son répertoire près de 250 chansons. enregistrera son premier disque en 1974, un 33 tours, avec deux superbes textes Aïd El-Kebir de Bentriki et Ya Saki du cheikh Ben slimane et trois cassettes. Admirateur de Hadj M'hamed El-Anka, Hadj Menouer, H'Sissen et Khelifa Belkacem, Bouadjadj fait partie de la génération des Amar Lachab, Boudjemaa El-Ankis, Hassen Said, l'Mimi, Garami, Rachid Souki et Guerrouabi.

Il a su élaborer son propre style, sa propre façon de faire qui consacre, avec ses succès, son travail, son art. Il se distingue ainsi avec des titres comme El Meknassia et Taous-soul de hadj Kaddour El-Alami, Madoumch El Hakma Li makrache Hrouf El Bali de cheikh Benali Ould R'Zine, Narak ya Welfi de Ghanem El-Fassi. Joueur invétéré de mandole, amateur de lecture, de musique classique et d'andalou (Dahmane Benachour et Cheikh Belhocine), il s'applique à élaborer des compositions musicales qui mettent en valeur la richesse, les subtilités, les finesses des poèmes. Longue vie à ce valeureux artiste.

Publié par A. Hammouche sur Facebook dans le Journal des artistes, le 15 aout 2026

LA RUSE DE GAYNDÉ LE LION

Trois bœufs vivaient ensemble, dans une forêt loin des autres animaux. Dans cet endroit, l'eau et le pâturage étaient abondants. Les bœufs vivaient dans la joie et la bonne humeur, il leur arrivait d'organiser des soirées de fête où ils dansaient et chantaient mazyenkoum, ma zeyenkoum, chacun disant aux deux autres : que vous êtes jolis, que vous êtes beaux. Seulement les trois bœufs étaient de couleurs différentes, l'un était blanc, l'autre noir et le troisième lui, était marron.

Un jour ils reçoivent la visite de Gayndé le lion qui leur propose de rester quelques jours avec eux. Ils acceptent et continuent de vivre comme si de rien n'était. Lui, ce qu'il désire, c'est manger les bœufs, mais comme ils sont tout le temps ensemble, il ne peut pas le faire.

Un soir, il vient à côté du bœuf blanc et du bœuf marron et leur dit en douce : « J'ai remarqué une chose que vous n'avez pas vue. Ce bœuf noir, il est trop gourmand, tout le pâturage, toute l'eau, si vous ne faites pas quelque chose il va les finir bientôt et vous allez tous mourir de faim. Et j'ai même vu que dans l'enclos où vous dormez, il prend toute la place. Alors tuons-le avant qu'il ne soit trop tard ». Les deux bœufs opposent un refus catégorique à la proposition du lion : « Non, nous refusons, c'est notre frère ».

Le lendemain, le bœuf blanc et le bœuf

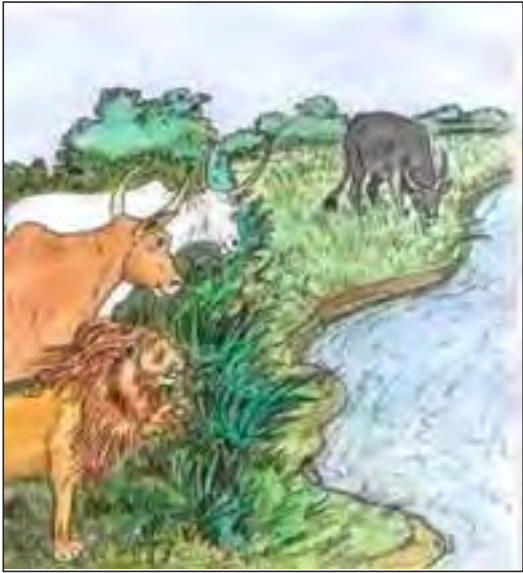
marron commencent à prêter attention à la façon de manger et de boire du bœuf noir. Quand ils s'arrêtent pour l'observer, lui continue à manger et boire comme si de rien n'était. Une semaine passe, le lion comme la première fois vient voir le bœuf blanc et le bœuf marron, et leur fait la même proposition. Encore une fois les deux bœufs opposent un refus mais un refus moins catégorique : « Non, non, c'est notre frère ».

Les jours se succèdent et les deux bœufs prêtent de plus en plus attention au comportement du bœuf noir. A la fin de la troisième semaine, après la fête du soir, les deux bœufs aident le lion à tuer le bœuf noir. Le lion aussitôt mange le bœuf noir.

Un mois après, le lion s'approche discrètement du bœuf marron et lui dit : « Tu vois ce bœuf blanc, il est différent de nous, toi comme moi nous sommes marron, mais lui il diffère de nous, il est blanc, tuons-le et comme ça nous allons rester seuls dans la forêt avec notre belle couleur ». Le bœuf marron n'ayant pas compris la ruse du lion, l'aide à tuer le bœuf blanc, que le lion dévore sur le champ.

Quelques temps après comme le bœuf marron était tout seul dans la forêt avec le lion, ce dernier n'a pas de peine pour le manger.

On dit en wolof : mboloo moy dooley :



c'est l'union qui fait la force.
Conte du Sénégal

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 14 aout 2026



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:32	12:52	16:36	19:40	21:07

POUR RENFORCER LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU À TRAVERS LE PAYS

UNE ENVELOPPE DE 23 MILLIARDS DE DA A ÉTÉ NÉCESSAIRE

Les pouvoirs publics ont consacré une enveloppe financière de 23 milliards DA dans le cadre d'un nouveau programme d'urgence visant à renforcer et à améliorer le service public de l'eau à travers les différentes wilayas du pays, indique lundi un communiqué du ministère de l'Hydraulique.

Ce programme vise à renforcer les capacités d'intervention et de maintenance et à assurer la disponibilité permanente des infrastructures hydrauliques, notamment à travers l'acquisition de divers équipements et matériels électromécaniques, de groupes électrogènes, de pompes hydrauliques, de moyens d'intervention et de maintenance technique, d'équipements et de stations de pompage, de camions-citernes et d'autres moyens nécessaires, précise le communiqué.

Ce programme a été évoqué lors d'une réunion de travail présidée, lundi au siège du ministère, par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, en présence des cadres de l'administration centrale et des directeurs généraux des établissements et organismes sous tutelle. Au cours de cette réunion, le ministre a donné des instructions pour accélérer la mise en œuvre du nouveau programme d'urgence décidé par les pouvoirs publics, tout en veillant à respecter les délais impartis et à accélérer le rythme de réalisation et de concrétisation sur le terrain des opérations programmées.

Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services, établissements et organismes, de manière à orienter les moyens et les équipements vers les priorités réelles, à assurer une prise en charge rapide des pannes et à améliorer le niveau de réactivité face aux préoccupations des citoyens, garantissant ainsi la continuité du service public de l'eau et la sécurité hydrique à travers les différentes régions du pays.

La deuxième partie de la réunion a été



consacrée à l'examen de l'état d'avancement des grands projets structurants et stratégiques du secteur de l'hydraulique et au suivi des études relatives aux projets futurs visant à renforcer et à sécuriser l'approvisionnement en eau potable à travers les différentes régions du pays.

Le suivi a concerné, en particulier, les préparatifs du lancement des travaux du projet de raccordement à longue distance à partir des stations de dessalement de l'eau de mer de Tlemcen, Mostaganem et Chlef, ainsi que le projet de Tinzaouatine pour l'alimentation de la région en eau potable à partir de la nappe aquifère de Tanezrouft sur une distance estimée à 238 km.

Parmi

les projets examinés, figurent également le projet Koudiat Acerdoune-Cap Djinet pour la réalisation des travaux de raccordement à partir de la station de dessalement de l'eau de mer Cap Djinet 2, au profit des wilayas de Bouira, Tizi-Ouzou, M'sila et Médéa, et le projet de Sétif visant à alimenter la ville d'El Eulma et les communes de la région Nord-Est en eau potable à partir du barrage de Draa Diss.

Il s'agit aussi du projet de transfert d'eau vers la wilaya de Biskra à partir du barrage de Koudiat Medouar, dans la wilaya de Batna, et du projet Mila-Jijel destiné à renforcer l'alimentation en eau potable de six communes de la wilaya de

Mila et de deux communes de la wilaya de Jijel à partir du barrage de Tabellout.

Le projet d'alimentation en eau potable des communes de la wilaya de Souk Ahras à partir du barrage Oued Djedra a également fait l'objet d'un suivi, de même que le projet de raccordement de la région de Beni Ksila aux eaux dessalées à partir de la station de dessalement de l'eau de mer de Béjaïa.

La réunion a, en outre, permis de passer en revue l'état d'avancement des études relatives aux grands projets stratégiques de transfert d'eau Sud-Sud et Sud-Hauts Plateaux, en tant que projets revêtant une dimension stratégique pour le renforcement de la sécurité hydrique et la sécurisation des ressources en eau à long terme.

Au terme de la réunion, le ministre de l'Hydraulique a insisté sur la nécessité de respecter rigoureusement les délais impartis et d'accélérer le rythme de mise en œuvre des mesures et programmes arrêtés, tout en renforçant la coordination et la mobilisation en amont des différents établissements et structures du secteur, de manière à garantir la disponibilité des infrastructures et la continuité du service public de l'eau dans les meilleures conditions.

Il a également souligné l'importance d'adopter une approche proactive dans le suivi des projets et de se préparer aux différentes éventualités, rappelant que le citoyen demeure au cœur des priorités du secteur de l'hydraulique et que garantir la continuité et la qualité du service public de l'eau constitue un objectif essentiel à atteindre avec responsabilité et efficacité. (APS)

ORAN : DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL ORGANISÉ SPÉCIALISÉ DANS L'ESCROQUERIE À L'ACHAT-VENTE DE VÉHICULES

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans l'escroquerie à l'achat-vente de véhicules et récupéré des revenus estimés à plus de 2,6 milliards de centimes, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

"Dans le cadre de la lutte contre les crimes portant atteinte à l'économie nationale, le Service régional de lutte contre le crime organisé à Oran a démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel organisé spécialisé dans l'escroquerie, notamment à l'achat-vente de véhicules, récupérant ainsi des revenus estimés à 2.660.770.000 centimes en monnaie nationale et procédant à l'arrestation de sept (7) individus", a précisé le communiqué.

"L'opération a été menée à la suite d'une plainte déposée par l'une des victimes, qui a déclaré avoir été escroquée par un réseau criminel qui lui a soutiré une

somme de 160 millions de centimes, après avoir mis son véhicule en vente sur le site +Ouedkniss+", selon la même source.

"Les investigations ont permis de percer à jour le plan criminel du réseau, qui a présenté à la victime des liasses de billets dont les premiers billets étaient des coupures de 2.000 DA, tandis que les billets placés à l'intérieur étaient des coupures de 1.000 DA, faisant ainsi croire à la victime que la somme qui lui était remise correspondait au montant convenu", a ajouté le communiqué.

"Les investigations, appuyées par l'exploitation technique et opérationnelle des informations, ont permis d'identifier et de localiser les membres du réseau, dont l'activité s'étendait à travers plusieurs wilayas et qui opéraient en deux groupes, le premier dans la ville d'Oran, précisément dans le quartier de +Gambetta+, et le se-

cond dans la ville de Tlemcen", a souligné la DGSN.

"Les enquêteurs ont procédé à leur arrestation en flagrant délit alors qu'ils s'approprièrent à commettre de nouvelles escroqueries selon le même mode opératoire, avant que les investigations ne révèlent que le réseau comptait au total 19 membres", a encore précisé la même source.

La poursuite de l'enquête sous la supervision du parquet compétent a également révélé que "les revenus tirés de cette activité criminelle faisaient l'objet d'opérations de blanchiment à travers l'acquisition de biens immobiliers et mobiliers", a ajouté le communiqué, indiquant que "quatre (4) véhicules de différentes marques ont été saisis et récupérés dans ce cadre".

Les mis en cause ont été "présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Othmania à Oran", a conclu la même source.

SECOURISME

150 ENFANTS INITIÉS AUX GESTES QUI SAUVENT

Au total, 150 enfants ont été initiés aux premiers gestes de secourisme, liés au sauvetage en mer, dans le cadre d'un camp d'été, organisé dans la commune de Collo, dans la wilaya de Skikda, par le bureau de Constantine de l'association nationale Kafil El Yatim, a-t-on appris lundi auprès de son président, Kamel Boussalem.

Il s'agit de trois sessions de formation pratique liée à ce domaine, ayant été encadrées par des sapeurs pompiers mobilisés pour la surveillance sur la plage de Ben Zouit relevant de cette commune en faveur de 3 groupes d'enfants composés de 50 individus pour chacun (filles et garçons) âgés entre 8 et 12 ans, a précisé à l'APS la même source.

D'autres séances de sensibilisation et de prévention contre divers phénomènes naturels et risques majeurs (feux, inondations, accidents de la route ou domestiques) et des ateliers qui apprennent aux enfants à réagir sans paniquer en attendant les secours et à faire connaître les numéros d'urgence de la Protection civile, ont été organisées, a-t-il ajouté, relevant que le but est d'ancrer les réflexes d'urgence dès le plus jeune âge, d'inculquer l'esprit de secourisme et de solidarité et d'impliquer cette catégorie à développer ses capacités, pour faire face aux situations d'urgence et de catastrophes.

L'initiative a été organisée au titre d'un programme d'activités récréatives, éducatives, reli-

gieuses et sportives lancé depuis le 8 août dernier dans le cadre de ce camp d'été visant à offrir aux enfants des espaces de loisirs, de formation et d'échanges culturels tout en contribuant à promouvoir les valeurs de solidarité, d'entraide et d'humanisme, a-t-on indiqué.

Des actions de nettoyage de la plage, destinées à la préservation de l'environnement, ont été également lancées en marge de ce programme qui s'étalera jusqu'au 22 août, a fait savoir le président du bureau local de cette association nationale.

RS